

LE CAMARADE ENVER HOXHA : Ne vous en prenez pas à l'interprète, il connaît fort bien le russe. Je vous respecte et vous devez me respecter.

N.S. KHROUCHTCHEV : C'est comme cela que Macmillan a voulu parler avec moi.

LES CAMARADES MEHMET SIEHU ET HYSNI KAPO : Le camarade Enver n'est pas Macmillan, retirez ce que vous venez de dire.

N.S. KHROUCHTCHEV : Et pour le mettre où ?

LE CAMARADE MEHMET SHEHU : Dans votre poche.

LE CAMARADE HYSNI KAPO : (*S'adressant aux camarades de la délégation albanaise*). Je suis d'avis que les entretiens ne peuvent plus se poursuivre ainsi.

Le camarade Enver Hoxha et les autres camarades se lèvent et quittent la salle.

Œuvres, t. 19

DISCOURS PRONONCE AU NOM DU C.C. DU P.T.A. A LA CONFERENCE DES 81 PARTIS COMMUNISTES ET OUVRIERS A MOSCOU

[La Conférence des 81 partis communistes et ouvriers s'est tenue du 10 novembre au 1^{er} décembre 1960 à Moscou. Elle se réunissait dans des circonstances très complexes pour le mouvement communiste international par suite de la propagation du révisionnisme moderne et surtout de l'activité scissionniste antimarxiste de la direction soviétique avec à sa tête Khrouchtchev. La délégation du P.T.A. était conduite par le camarade Enver Hoxha. Le discours qu'il prononça à cette conférence avait été approuvé par le XX^e plénum du C.C. du P.T.A. le 1^{er} novembre 1960.]

16 novembre 1960

Chers camarades,

Cette Conférence des partis communistes et ouvriers est d'une grande portée historique pour le mouvement communiste international, car elle procède à une analyse minutieuse de la situation politique dans le monde ; elle dresse le bilan des succès et des erreurs que nous avons pu enregistrer dans notre voie ; elle nous aide à définir plus clairement la ligne qu'il nous faudra suivre à l'avenir afin de remporter de nouveaux succès pour le plus grand bien du socialisme, du communisme et de la paix.

L'existence du camp socialiste, avec l'Union soviétique à sa tête, est désormais une réalité. Le mouvement communiste, dans son ensemble, s'est renforcé, élargi et aguerri. Les partis communistes et ouvriers sont devenus, dans le monde entier, une force colossale qui conduit l'humanité en avant vers le socialisme et vers la paix.

Comme le souligne le projet de déclaration, notre camp, le camp du socialisme, est bien plus fort que le camp de l'impérialisme. Le socialisme se développe et grandit de jour en jour alors que l'impérialisme s'affaiblit, se décompose. Nous devons nous employer par tous les moyens et de toutes nos forces à accélérer cette évolution. Nous y parviendrons à condition de demeurer toujours fidèles au marxisme-léninisme et de le mettre correctement en œuvre. Faute de quoi, nous ne ferons que freiner

ce processus, car nous avons à affronter des ennemis féroces qu'il nous faut vaincre, détruire : l'impérialisme mondial, avec à sa tête l'impérialisme américain.

Nous voulons la paix alors que l'impérialisme, lui, ne la veut pas et il se prépare à une troisième guerre mondiale. Nous devons lutter de toutes nos forces pour empêcher un nouveau conflit et faire triompher dans le monde une paix juste et démocratique. Nous n'atteindrons ce but que lorsque nous aurons contraint l'impérialisme à désarmer. Mais il ne le fera pas de son propre gré. Croire à une telle possibilité revient à se leurrer soi-même et à duper les autres. Nous devons donc opposer à l'impérialisme la puissance colossale du camp socialiste sur tous les terrains : économique, militaire, moral, politique et idéologique, et en même temps les forces unies des peuples du monde entier afin d'empêcher par tous les moyens la guerre que préparent les impérialistes.

Le Parti du Travail d'Albanie ne saurait en aucun cas dissimuler à son peuple cette situation et la menace que l'impérialisme fait peser sur l'humanité éprise de paix. Nous pouvons vous assurer que le peuple albanais hait la guerre, mais qu'il n'a pas été troublé par cette franche mise en garde de son Parti. Il n'est pas tombé dans le pessimisme. Il n'a pas non plus marqué le pas dans la construction du socialisme. Il voit clairement ses perspectives d'avenir et travaille avec une entière confiance, sans jamais relâcher sa vigilance, tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil.

Notre point de vue est que l'impérialisme mondial, avec à sa tête l'impérialisme américain, doit être démasqué sans merci, politiquement et idéologiquement. En aucun cas nous ne pouvons admettre les flatteries et la politique du sourire à l'égard de l'impérialisme. Nous ne pouvons lui faire aucune concession de principe. Les tactiques et les compromis doivent, pour être admissibles, aider notre cause et non pas celle de l'ennemi.

Devant un ennemi féroce, la garantie de la victoire réside dans notre unité parfaite, et celle-ci ne sera réalisée que si nous éliminons les profondes divergences idéologiques qui ont surgi entre nous, et si nous la faisons reposer sur les principes du marxisme-léninisme, sur l'égalité et la fraternité, l'esprit de camaraderie et l'internationalisme prolétarien. Notre Parti pense que non seulement il ne doit exister aucune faille dans notre unité idéologique, mais que nous devons adopter une politique unique sur toutes les questions. Notre tactique et notre stratégie dans la lutte contre l'ennemi doivent être élaborées par tous nos partis et se fonder sur les principes marxistes-léninistes et sur de justes critères politiques appliqués aux situations réelles de notre temps.

Tous les peuples du monde aspirent à la liberté, à l'indépendance, à la souveraineté nationale, à la justice sociale, à la culture, à la paix, et ils luttent pour ces revendications légitimes. Ces aspirations sacrées ont toujours été étouffées par les capitalistes, les féodaux et les impérialistes. Il est donc naturel que ces peuples mènent une lutte des plus âpres contre les capitalistes, contre les féodaux, contre les impérialistes. Il est également naturel que les peuples du monde se cherchent des alliés dans cette lutte pour l'existence qu'ils livrent à leurs bourreaux...

Aussi, dans la lutte pour la paix, pour le désarmement, pour le progrès social dans le monde, le camp du socialisme n'est pas seul face au camp de l'impérialisme. Il est allié étroitement à tous les peuples progressistes du monde, alors que les impérialistes, eux, se trouvent isolés face au camp socialiste.

Nous vivons à une époque où l'on assiste à l'effondrement total du colonialisme, à la liquidation de ce fléau qui tendait à supprimer les peuples de la face du globe. Des Etats nouveaux voient le jour en Afrique, en Asie. Des pays où régnaient le capital, le fouet et le fusil, secouent le joug de la servitude et les peuples prennent leur destin dans leurs propres mains. Ce grand combat est mené à bien grâce à la lutte de ces peuples et à l'appui moral que leur prêtent l'Union soviétique, la Chine populaire et les autres pays du camp socialiste.

Des traîtres au marxisme-léninisme, des agents de l'impérialisme et des intrigants du type de Josip Broz Tito s'efforcent de mille manières, en ourdissant des plans diaboliques, de désorienter des

peuples et de jeunes Etats, de les détacher de leurs alliés naturels, de les lier directement à l'impérialisme américain. Nous devons tendre tous nos efforts pour en finir avec les plans de ces valets de l'impérialisme.

Nous assistons actuellement à la désagrégation de l'impérialisme, à sa décomposition, à son agonie. Nous vivons et nous luttons à une époque caractérisée par le passage irrésistible du capitalisme au socialisme. On voit se vérifier tous les enseignements géniaux de Marx et de Lénine, enseignements qui, contrairement aux affirmations des révisionnistes, ne sont nullement périmés.

L'impérialisme mondial essuie des coups sévères : il n'en est plus à «l'âge d'or», au temps où il faisait la loi, où et quand il le voulait. Si l'initiative lui a maintenant échappé, il ne l'a pas abandonnée de gaieté de cœur. Elle ne lui a pas été arrachée seulement par des mots et des discours, mais à l'issue d'un long enchaînement de révolutions et de combats sanglants, que le capitalisme a lui-même suscités par ses efforts en vue d'écraser le prolétariat et les peuples qui se dressaient pour détruire le monde de la faim, de la misère et de la servitude. Cette page glorieuse a été ouverte par la grande Révolution socialiste d'Octobre, par la grande Union soviétique, par le grand Lénine.

Maintenant encore qu'il sent venir la mort, qu'il voit se dresser devant lui des adversaires puissants et résolus comme le sont le camp socialiste et sa grande alliance avec tous les peuples du monde, l'impérialisme mondial, avec à sa tête l'impérialisme américain, concentre, organise et arme ses forces d'assaut. Il se prépare à la guerre. Qui ne voit pas cela est aveugle. Qui le voit, mais le dissimule, est un traître au service de l'impérialisme.

Le Parti du Travail d'Albanie estime qu'il n'y a pas lieu d'être pessimistes en dépit des difficultés auxquelles nous nous heurtons pour instaurer la paix dans le monde, réaliser le désarmement et régler les autres problèmes internationaux. Ce sont nos ennemis qui, subissant défaite sur défaite, peuvent et doivent prévoir de tristes lendemains. Nos victoires d'hier et d'aujourd'hui annoncent celles de demain, et nous sommes convaincus que nos efforts seront couronnés de succès.

Nous estimons cependant que lorsqu'un optimisme excessif perd le contact avec la réalité, loin d'être bénéfique, il peut faire beaucoup de mal. Quiconque nie ou minimise notre puissance économique, politique, militaire, morale, quiconque n'a pas foi en elle est un défaitiste qui ne mérite pas de porter le nom de communiste. Mais celui que grise notre force, qui sous-estime l'adversaire et s'imagine que l'ennemi a perdu tout espoir, qu'il est devenu inoffensif et qu'il est à notre merci, un tel rêveur n'a plus les pieds sur terre. Il ne fait qu'endormir les hommes et les peuples.

Il les désarme à l'heure où il leur faut affronter des situations complexes et pleines de menaces qui exigent de tous une très grande vigilance, qui rendent nécessaire la montée du mouvement révolutionnaire des masses, qui ne permettent ni de relâcher l'action, ni de désagréger le mouvement. La vieille expérience de notre peuple le dit bien : «L'eau dort, mais l'ennemi est toujours en éveil».

Regardons les faits bien en face. L'impérialisme mondial, avec à sa tête son détachement le plus agressif, l'impérialisme américain, oriente son économie vers la préparation de la guerre. Il s'arme jusqu'aux dents. L'impérialisme américain équipe l'Allemagne de Bonn, le Japon et tous ses alliés et satellites de toutes les armes existantes. Il a organisé et il perfectionne ses organisations militaires d'agression. Il crée sans cesse des bases militaires aux quatre coins du monde pour encercler le camp socialiste. Il augmente ses stocks d'engins atomiques. Il refuse de désarmer et de mettre fin aux essais nucléaires. Il s'emploie fébrilement à inventer de nouveaux moyens d'extermination massive. Et pourquoi fait-il tout cela ? Est-ce pour se préparer à une partie de plaisir ? Non, c'est pour nous faire la guerre, pour anéantir le socialisme et le communisme, pour asservir les peuples.

Le Parti du Travail d'Albanie estime que toute autre manière de juger et de nous exprimer nous conduirait à nous leurrer nous-mêmes et à duper les autres. Nous ne serions pas des communistes si nous perdions courage dans l'adversité. Nous, communistes, nous haïssons la guerre et nous nous

battons jusqu'au bout pour annihiler les plans de guerre diaboliques de l'impérialisme américain. Mais s'ils nous déclarent la guerre, nous devons porter aux impérialistes un coup écrasant pour qu'ils soient balayés à jamais de la surface de la terre.

Face aux menaces de guerre atomique que lance l'impérialisme mondial, conduit par l'impérialisme américain, nous devons être économiquement, politiquement, moralement et militairement, parfaitement préparés à faire front à toute éventualité.

Nous devons chercher à éviter une guerre mondiale, car celle-ci n'est pas inéluctable. Mais nous serions impardonnables de nous bercer d'illusions et de nous laisser surprendre. La *loyauté* [En français dans le texte.] a toujours été étrangère à nos ennemis. En eût-il été autrement, ils n'auraient pas été nos ennemis. Nos ennemis resteront toujours des ennemis perfides. Quiconque leur fait confiance perdra tôt ou tard la partie...

La politique pacifique des pays du camp socialiste a beaucoup contribué à dévoiler les visées agressives de l'impérialisme, à mobiliser les peuples contre les fauteurs de guerre, à intensifier le glorieux combat contre les oppresseurs impérialistes et leurs valets...

Néanmoins, de nombreux problèmes, comme les propositions sur le désarmement, la conférence au sommet [En décembre 1959, N. Khrouchtchev, à l'époque chef du gouvernement soviétique, considérant les négociations avec les chefs de file de l'impérialisme comme la seule voie de règlement des importants problèmes internationaux, réussit, par le canal diplomatique, à obtenir l'accord des autres gouvernements concernés sur la convocation d'une conférence réunissant les chefs des gouvernements de l'Union soviétique, des Etats-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne et de France. Cette conférence aurait dû se tenir au mois de mai 1960, mais elle ne peut procéder à ses travaux par suite du sabotage dont elle fut l'objet de la part des impérialistes américains et à cause de l'attitude versatile et aventuriste de N. Khrouchtchev.], etc., ont été mis sur le tapis, mais leur règlement est systématiquement saboté par les impérialistes américains.

Quelles conclusions devons-nous en tirer ? Le Parti du Travail d'Albanie estime que l'impérialisme et, au premier chef, l'impérialisme américain, n'a changé ni de peau, ni de nature. Il est agressif et le restera même s'il ne lui reste qu'une dent dans la gueule. Il est capable de précipiter le monde dans une guerre. Aussi, comme nous l'avons souligné devant la commission de rédaction, à notre sens, les peuples doivent s'entendre expliquer qu'il n'y aura pas de garantie absolue contre une guerre mondiale tant que le socialisme n'aura pas triomphé dans le monde entier, ou pour le moins dans la plupart des pays du monde. Les Américains ne cachent pas leur jeu; loin d'accepter de désarmer, ils s'arment encore davantage, ils intensifient leurs préparatifs de guerre. Aussi devons-nous être vigilants.

Nous ne devons faire à l'ennemi aucune concession qui engage les principes. Nous ne nous ferons aucune illusion sur l'impérialisme : en croyant améliorer la situation nous ne ferions que l'aggraver. Non seulement l'ennemi s'arme et prépare la guerre contre nous, mais il mène aussi une propagande effrénée pour empoisonner et désorienter les esprits. Il dépense des millions de dollars pour entretenir des agents et des espions, pour organiser dans nos pays des activités d'espionnage, de subversion et des attentats. L'impérialisme américain donne des milliards de dollars à ses fidèles agents, à la bande de traîtres de Tito. Toutes ces menées ont pour but d'affaiblir notre front intérieur, de nous diviser, de désorganiser nos arrières.

On discute beaucoup de la coexistence pacifique. Et d'aucuns poussent l'absurdité jusqu'à prétendre que la Chine populaire et l'Albanie sont hostiles à la coexistence pacifique. Il convient de démentir, une fois pour toutes, ces assertions néfastes et mensongères. Aucun Etat socialiste, aucun militant communiste ne peut être un adversaire de la coexistence pacifique, de la paix. Le grand Lénine a, le premier, défini comme une nécessité objective le principe de la coexistence pacifique des pays aux systèmes sociaux différents, tant qu'il existera, dans le monde, à la fois des pays socialistes et des pays capitalistes. Notre Parti du Travail, fidèle à la pensée de Lénine, a toujours estimé que la politique de

coexistence pacifique répond aux intérêts fondamentaux de tous les peuples, qu'elle mène au renforcement des positions du socialisme. Aussi ce principe de Lénine est-il à la base de la politique extérieure de notre Etat populaire. La coexistence pacifique entre les deux systèmes opposés ne signifie pas, contrairement à ce que prétendent les révisionnistes modernes, qu'il convient de renoncer à la lutte de classe. Au contraire, celle-ci doit se poursuivre. La lutte politique et idéologique contre l'impérialisme, contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste, doit s'intensifier toujours davantage. Il est nécessaire de combattre avec esprit de suite pour instaurer la coexistence pacifique léniniste sans faire à l'impérialisme aucune concession allant à rencontre de nos principes. Et il faut, en même temps, développer plus avant la lutte de classe dans les pays capitalistes, ainsi que le mouvement de libération nationale mené par les peuples des pays coloniaux et dépendants.

Selon notre point de vue, les partis communistes et ouvriers des pays capitalistes doivent lutter pour que s'instaure la coexistence pacifique entre leurs Etats, où règne encore le système capitaliste, et nos pays socialistes... Mais ce n'est pas là leur seule tâche. Il faut encore que, dans ces pays, se développe, croisse et se renforce la lutte de classe, et que les masses travailleuses, guidées par le prolétariat de chaque pays, le parti communiste en tête, en alliance avec tout le prolétariat mondial, rendent l'existence impossible à l'impérialisme, sapent les bases de son appareil de guerre et de son économie, lui arrachent de vive force le pouvoir économique et politique, et tendent ainsi à détruire l'ancien pouvoir pour instaurer un pouvoir nouveau, celui du peuple. Les masses atteindront-elles ce but par la violence ou par la voie pacifique et parlementaire ?

Cette question était claire. Le camarade Khrouchtchev est venu l'embrouiller inutilement au XX^e Congrès, pour la plus grande satisfaction des opportunistes. Pourquoi fallait-il parodier de la sorte les thèses sans équivoque de Lénine et de la Révolution socialiste d'Octobre ? Le Parti du Travail d'Albanie considère toujours les enseignements de Lénine à ce sujet comme parfaitement clairs et il leur est constamment resté fidèle. Jusqu'à présent, aucun peuple, aucun prolétariat, ni aucun parti communiste ou ouvrier ne s'est emparé du pouvoir sans violence et sans effusion de sang.

Certains camarades s'écartent en fait de la réalité lorsqu'ils prétendent qu'ils ont pris le pouvoir sans effusion de sang. Ils oublient que la glorieuse Armée soviétique versait des flots de sang pour eux pendant la Seconde Guerre mondiale.

Notre Parti estime qu'en cette matière nous devons nous préparer, et avec soin, pour les deux voies, mais surtout pour la prise du pouvoir par la violence : si nous sommes prêts à cette éventualité, nous renforçons nos chances de succès pour le cas où l'autre se présenterait. La bourgeoisie permet bien à chacun de discourir. Mais, à un moment donné, elle monte un coup de force fasciste et vous écrase, si l'on n'a préparé ni des cadres de choc assez fermes, ni le travail clandestin, ni les bases destinées aux luttes illégales, ni les moyens de combat. Nous devons prévenir cette tragique éventualité.

Le Parti du Travail d'Albanie s'est battu et se battra sans relâche pour la paix et la coexistence pacifique fondées sur les principes marxistes-léninistes, telles qu'elles sont définies dans la Déclaration de Moscou. Il a toujours été et il sera toujours pour le désarmement général et il luttera activement pour sa mise en œuvre, Quoi qu'il arrive, le Parti du Travail d'Albanie ne renoncera jamais à la bataille politique et idéologique contre les menées de l'impérialisme et du capitalisme et contre l'idéologie bourgeoise. Il ne cessera pas de livrer une lutte acharnée, continue et intransigeante au révisionnisme moderne, et au révisionnisme titiste yougoslave en particulier. Certains camarades peuvent nous accuser, nous, Albanais, d'être obstinés, irascibles, emportés, sectaires, dogmatiques, etc. Mais nous rejetons ces accusations mensongères et nous leur déclarons que nous ne bougerons pas de nos positions, parce qu'elles sont marxistes-léninistes.

On prétend que nous voulons la guerre et que nous sommes opposés à la coexistence. Le camarade Kozlov nous a même placés, nous Albanais, devant l'alternative suivante : ou la coexistence, telle que lui la conçoit, ou bien une bombe atomique des impérialistes sur l'Albanie, une bombe qui réduirait le pays en cendres et ne laisserait aucun Albanais vivant. Notre peuple n'avait encore jamais vu personne

brandir ainsi contre lui la menace atomique. Aucun représentant même de l'impérialisme américain n'a osé aller jusque-là. Mais il apparaît qu'un membre du Présidium du Comité central du P.C.U.S. emploie de tels procédés. Et à qui s'adresse-t-il ? A un petit peuple héroïque qui a lutté pendant des siècles contre une foule d'ennemis cruels et ne s'est jamais incliné. A un petit peuple qui a combattu avec un héroïsme sans pareil contre les hitlériens et les fascistes italiens. A un parti qui témoigne une fidélité conséquente et sans faiblesse au marxisme-léninisme. Mais, camarade Frol Kozlov, vous vous êtes grossièrement trompé. Vous ne pouvez nous intimider. Nous ne nous soumettrons pas à votre volonté égarée. Et nous ne confondons pas le glorieux Parti de Lénine avec vous et votre comportement si hostile et éhonté envers le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie. Le Parti du Travail d'Albanie appuiera toutes les propositions justes et pacifiques de l'Union soviétique et des pays du camp socialiste ainsi que des autres pays épris de liberté, et il luttera pour que ces propositions soient acceptées et mises en œuvre.

Le Parti du Travail d'Albanie tendra toutes ses forces, usera de tous ses droits et s'acquittera de toutes ses obligations afin de consolider l'unité marxiste-léniniste du camp socialiste. Il serait absurde de penser que la petite Albanie socialiste puisse se détacher du camp socialiste et vivre en dehors de ce camp, en dehors de la fraternité de nos peuples. Son appartenance au camp socialiste, l'Albanie ne l'a pas reçue en cadeau, mais c'est notre peuple lui-même et le Parti du Travail d'Albanie qui l'ont conquise au prix du sang versé, du labeur, des sacrifices. Ils l'ont méritée en instaurant un régime nouveau et en s'engageant dans la voie marxiste-léniniste. Mais personne ne doit se figurer que l'Albanie, parce qu'elle est un petit pays, et son Parti du Travail, parce qu'il est un petit parti, obéiront à qui que ce soit, s'ils sont convaincus que le chemin qui leur est montré est erroné.

Je le répète, le Parti du Travail d'Albanie estime que notre camp socialiste est uni par l'existence d'un objectif commun et d'une même idéologie : le marxisme-léninisme. Il faut donc qu'il ait aussi une stratégie et une tactique qui lui soient propres et qui soient élaborées en commun par nos partis et nos Etats du camp socialiste. A l'intérieur de notre camp, nous avons créé certaines formes d'organisation, mais celles-ci sont demeurées en quelque sorte formelles ou, plutôt, elles n'opèrent pas de façon collégiale. Tels sont notamment les organismes du Pacte de Varsovie et ceux du Conseil d'entraide économique. *[Créé en janvier 1949. La R.P.A. y adhéra à la fin de février de la même année. D'organisme d'entraide qu'il était à sa fondation, le Conseil d'entraide économique (Comecon), à la suite de l'accession de la clique révisionniste khrouchtchéviennne au pouvoir en Union soviétique, dégénéra pour devenir un instrument aux mains de cette clique à ses fins social-impérialistes.]* Comprendons-nous bien. Nous ne soulevons pas ici la question de savoir si nous devons également être consultés ou non. Bien entendu personne ne peut nous dénier ce droit. Mais, pour l'exercer, il faut que nous nous réunissions. C'est là une question de principe : et nous soutenons que ces formes d'organisation doivent fonctionner régulièrement. C'est dans ce cadre qu'il faut poser les problèmes, prendre les décisions et en contrôler l'exécution.

Le développement et le renforcement économique des pays socialistes ont toujours été une des principales préoccupations de nos partis et de nos gouvernements, un des facteurs déterminants de la puissance invincible du camp socialiste.

La construction du socialisme et du communisme progresse impétueusement dans nos pays. Ces succès sont dus aux efforts résolus de nos peuples et aux bienfaits de l'assistance mutuelle que s'accordent nos pays.

Jusqu'à présent, la République populaire d'Albanie n'a jamais accordé d'aide économique à personne, d'abord parce que notre pays est pauvre, ensuite parce que personne n'a sollicité notre appui. Mais, dans les limites de justes normes, nous avons fait et nous faisons tous nos efforts pour aider tant soit peu par nos exportations les pays frères et amis. Quant à nous, nous avons été aidés par nos amis et en premier lieu par l'Union soviétique...

Le Parti du Travail d'Albanie et le gouvernement de la République populaire d'Albanie ont utilisé au mieux cette aide pour le grand profit de notre peuple. Celui-ci sera à jamais reconnaissant de leur appui aux peuples soviétiques, aux peuples des pays de démocratie populaire. Cette aide, nous l'avons toujours conçue non pas comme une aumône, mais comme un soutien fraternel prêté dans un esprit internationaliste.

Notre peuple a connu un extrême dénuement. Il a combattu avec héroïsme. Il a été pillé et massacré. Il avait donc pleinement le droit de solliciter l'aide de ses grands frères et amis, économiquement plus développés que lui. Ses amis avaient et ont le devoir internationaliste de lui accorder ce soutien. Aussi faut-il écarter toute interprétation ténébreuse et anti-marxiste de la nature et des buts de cette aide. Les pressions économiques exercées sur le Parti du Travail d'Albanie, sur notre gouvernement et sur notre peuple sont vouées à l'échec.

Je voudrais soulever ici la question de l'appui donné par des pays plus puissants à des pays économiquement plus faibles, comme c'est le cas du nôtre. Je propose que cette aide soit accrue. Le peuple albanais ne compte nullement se croiser les bras et attendre, la bouche ouverte, qu'on le nourrisse. Ce n'est pas son habitude. Notre peuple n'a pas davantage la prétention que son niveau de vie atteigne d'un seul coup celui de maints pays de démocratie populaire. Il n'en demeure pas moins qu'il faut lui prêter une aide plus considérable pour qu'il accélère le développement de ses forces productives. Nous estimons que les pays économiquement puissants du camp socialiste doivent accorder aussi des crédits aux pays capitalistes neutres. Et ils doivent aider les peuples, à peine affranchis du colonialisme, lorsque les gouvernements de ces pays capitalistes s'opposent à l'impérialisme, appuient la politique pacifique du camp socialiste et n'entravent ni ne contrecarrent la lutte légitime des forces révolutionnaires. Mais il faut, avant tout, considérer plus attentivement et satisfaire les besoins des pays du camp socialiste. Certes, l'Inde a besoin de fer et d'acier. Mais l'Albanie socialiste en a plus besoin qu'elle et avant elle. L'Egypte a besoin d'une industrie énergétique et d'ouvrages d'irrigation, mais l'Albanie socialiste en a plus besoin qu'elle et avant elle.

Sur bien des problèmes politiques essentiels, à l'intérieur de notre camp socialiste, nous avons toujours eu des points de vue identiques. Cependant, la pratique régulière de consultations collégiales nous ayant fait défaut, des pays de notre camp prennent souvent des initiatives politiques qui portent atteinte à d'autres pays du camp socialiste. Nous ne sommes pas hostiles, en principe, à ce que tel ou tel Etat entreprenne une action de son choix. Mais certaines de ces initiatives particulières ne sont pas justes, notamment celles qui auraient dû être prises collectivement par les membres du Pacte de Varsovie.

Telle fut, par exemple, l'initiative du gouvernement bulgare qui a agi comme si l'Albanie n'existait pas lorsqu'il a déclaré au gouvernement grec que les pays de démocratie populaire dans les Balkans étaient disposés à désarmer si Athènes en faisait autant. Cette initiative nous paraît avoir été une erreur: car même si la Grèce souscrivait à une telle proposition, le gouvernement albanais, lui, ne l'accepterait jamais. Certes, nous adhérons à la proposition soviétique faite par Nikita Khrouchtchev en mai 1959 [*Cette proposition et les notes adressées, le 25 mai 1959, par le gouvernement soviétique aux gouvernements d'Albanie, Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie, Turquie, Grèce, Italie, France, Grande-Bretagne et Etats-Unis, demandaient la création d'une zone dénucléarisée et dépourvue de rampes lance-missiles dans les Balkans et dans le secteur de l'Adriatique.*], mais nous rejetons la proposition bulgare qui tend à désarmer les pays des Balkans sans toucher à l'Italie. Les camarades bulgares auraient-ils oublié que, depuis le début de ce siècle, l'Italie bourgeoise et fasciste a attaqué à plusieurs reprises l'Albanie ?

De même, en une autre occasion, était-il permis aux camarades bulgares, sans consulter le gouvernement albanais auquel ils sont liés par un traité d'alliance défensive, de proposer au gouvernement grec de conclure avec lui un traité d'alliance et de non-agression, et ce en un temps où la Grèce se déclare en état de guerre avec notre pays et revendique une partie de notre territoire? Il nous semble dangereux que de telles actions soient menées de façon unilatérale.

Cette opposition légitime à de telles pratiques a pu faire croire aux camarades bulgares que nous, Albanais, n'avons pas une juste conception de la coexistence, que nous voulons la guerre, etc. Ce sont là autant d'erreurs.

Les camarades polonais ont pris le même genre d'initiatives aux Nations unies, lorsque le camarade Gomulka a présenté unilatéralement devant l'Assemblée générale une proposition de la Pologne en vue de maintenir le *statu quo* en ce qui concerne le stationnement des forces militaires dans le monde. Il se prononçait, en fait, contre la création de nouvelles bases militaires, mais pour le maintien des bases existantes. Il condamnait l'installation de nouvelles rampes de lancement de fusées mais il justifiait le maintien des rampes existantes. Il proposait que les Etats qui détiennent le secret de fabrication de la bombe atomique le gardent, mais ne le transmettent pas à d'autres Etats. Une telle proposition, à notre sens, est contraire aux intérêts de notre camp. Qu'on n'installe plus de rampes de lancement de fusées? Mais à qui s'adresserait cette interdiction? A quels pays s'appliquerait-elle? Tous les alliés de l'O.T.A.N., y compris l'Italie, l'Allemagne occidentale et la Grèce, sont pourvus de tels engins. A qui serait-il défendu de révéler le secret de la bombe atomique? L'Angleterre, la France, l'Allemagne occidentale en ont connaissance. Il est bien clair que, si une telle proposition était acceptée, nous, les pays de démocratie populaire, nous serions obligés de ne plus installer de rampes de lancement de fusées, et aucun pays du camp socialiste, l'Union soviétique exceptée, ne pourrait posséder la bombe atomique.

Nous demandons pourquoi la Chine communiste ne devrait pas avoir la bombe atomique. Nous estimons qu'elle doit la posséder. Et, lorsque la Chine disposera de la bombe atomique et de fusées, on verra bien alors quel sera le langage de l'impérialisme américain. Pourra-t-il encore refuser de reconnaître les droits de la Chine dans l'arène internationale? Et les impérialistes américains oseront-ils brandir leurs armes comme ils le font aujourd'hui?

Quelqu'un pourra demander si la possession de la bombe et la possibilité de s'en servir permettraient à la Chine d'acquiescer ses droits malgré l'opposition des Etats-Unis. Non. La Chine ne fera pas usage de cette arme si nous ne sommes pas attaqués par ceux qui ont la guerre et l'agression dans le sang. Mais si l'U.R.S.S. ne disposait pas de la bombe atomique, l'impérialisme lui tiendrait un autre langage. Nous ne serons jamais les premiers à employer de telles armes. Nous sommes contre la guerre. Nous sommes pour la destruction des engins nucléaires. Mais nous avons besoin de la bombe pour nous défendre: «La crainte est la meilleure gardienne des vignes», dit un vieil adage de notre peuple. Les impérialistes doivent nous craindre et même nous craindre beaucoup.

Le Parti du Travail d'Albanie, se fondant sur le marxisme-léninisme, sur la Déclaration des partis communistes et ouvriers et le Manifeste pour la paix de Moscou a suivi une juste ligne marxiste-léniniste dans sa politique étrangère et en ce qui concerne les importants problèmes de la construction du socialisme. Dans les relations internationales, la ligne de notre Parti a été conforme à celle du camp socialiste...

Le Parti du Travail d'Albanie et notre petit peuple ont toujours été attentifs aux grands problèmes du moment. Notre République populaire reste géographiquement encerclée par des Etats capitalistes et par les révisionnistes yougoslaves. Il a fallu la plus grande vigilance, la mobilisation d'hommes et de fonds considérables pour assurer la défense de nos frontières, pour défendre la liberté et la souveraineté de la patrie contre les tentatives sans nombre des impérialistes, de leurs satellites, leurs valets.

Nous sommes un petit pays et un petit peuple. Nous avons énormément souffert, mais aussi beaucoup lutté. La liberté dont nous jouissons aujourd'hui, personne ne nous en a fait cadeau. Nous l'avons conquise au prix du sang versé. Nous avons appris à connaître et nous connaissons toujours mieux nos ennemis impérialistes, leurs menées contre le camp socialiste et contre notre pays en particulier. Aussi n'avons-nous jamais entretenu l'illusion de les voir changer de nature et renoncer à leurs complots contre les peuples, contre notre camp et contre l'Albanie socialiste en particulier...

Les impérialistes américains et anglais nous accusent sans cesse d'être «intraitables», «belliqueux». C'est compréhensible : le peuple albanais a écrasé leurs tentatives répétées de l'asservir. Il a détruit leur réseau de comploteurs, qui cherchaient à saper son Parti du Travail et son régime de démocratie populaire...

Il nous semble superflu de réaffirmer ici, à cette réunion, que la guerre est étrangère à nos pays socialistes, à nos partis marxistes-léninistes. Mais la question se pose alors de savoir pourquoi les impérialistes et leurs agents accusent la Chine et l'Albanie d'être des fautrices de guerre et d'être hostiles à la coexistence pacifique.

Prenons le cas de l'Albanie. A qui ferait-elle la guerre et pourquoi ? Il serait ridicule de nous attarder à répondre à cette question. Ceux qui nous lancent cette accusation le font pour camoufler eux-mêmes leurs visées agressives à rencontre de l'Albanie.

Rankovic souhaite nous voir transformer nos frontières en auberges à deux portes où entrent et sortent «sans visa» agents et armes yougoslaves, italiens ou grecs. Ainsi serait-il plus facile de nous apporter la «culture du poignard entre les dents». Tito réaliserait son rêve : faire de l'Albanie la septième république de Yougoslavie. A moins que la bourgeoisie réactionnaire italienne n'entreprenne pour la troisième fois d'envahir l'Albanie pour la piller ou encore que les monarcho-fascistes grecs ne réalisent leur rêve insensé de s'emparer de l'Albanie du Sud. Comme nous avons empêché et empêcherons toujours la réalisation de ces plans, on nous accuse d'être des «fauteurs de guerre». Nos ennemis savent fort bien que, s'ils touchent à nos frontières, ils auront la guerre avec nous et avec tout le camp socialiste.

Leur objectif permanent reste donc de nous isoler de notre camp et de nos amis. Parce que nous ne leur ouvrons pas nos frontières pour qu'ils puissent envahir librement notre territoire, ils nous accusent d'être «violents et belliqueux», d'être «hostiles à la coexistence». Mais, par une ironie du sort, il se trouve des camarades qui se laissent tromper par ces manoeuvres des révisionnistes. Ils ajoutent foi à ces calomnies dirigées contre le Parti du Travail d'Albanie. Bien entendu, nous sommes opposés à une coexistence dans l'intérêt de laquelle, nous, Albanais, nous devrions faire des concessions territoriales et politiques à Sophocle Vénizélos. Non, les temps sont révolus à jamais où le territoire de l'Albanie était considéré comme un objet de marchandage. Nous sommes opposés à une coexistence avec l'Etat yougoslave qui mettrait fin à notre lutte idéologique et politique contre les révisionnistes yougoslaves, contre ces agents de l'impérialisme international, contre ces Traîtres au marxisme-léninisme. Nous sommes opposés à une coexistence avec les Anglais ou les Américains, en vertu de laquelle nous devrions reconnaître, comme ils le réclament, la validité des anciennes concessions politiques, diplomatiques et commerciales accordées par le régime du roi Zog.

Comme conclusion générale, le Parti du Travail d'Albanie est pleinement convaincu que notre grande cause, la cause du socialisme et de la paix triomphera. Les forces unies du camp socialiste avec l'Union soviétique à sa tête, du mouvement communiste ouvrier international, de tous les peuples et de tous les hommes épris de liberté, sont en mesure, par une action résolue, de contraindre les impérialistes à accepter la coexistence pacifique et d'empêcher ainsi la guerre mondiale. Mais, en même temps, nous ne devons pas cesser de renforcer notre vigilance révolutionnaire pour que nos ennemis ne puissent plus jamais nous prendre au dépourvu. Nous sommes convaincus que nous l'emporterons dans cette noble lutte pour la paix dans le monde et pour la victoire du socialisme. Le peuple albanais et son Parti du Travail contribueront de toutes leurs forces, comme ils l'ont fait jusqu'ici, au triomphe de notre cause commune. Comme toujours, nous irons de l'avant dans une unité d'acier avec tout le camp socialiste, avec l'Union soviétique, avec tout le mouvement communiste et ouvrier international.

Chers camarades,

L'unité du mouvement communiste et ouvrier international constitue le facteur déterminant de la réalisation de ce noble objectif qu'est le triomphe de la paix, de la démocratie, de l'indépendance nationale, du socialisme. Ce point est souligné avec une force particulière dans la Déclaration de Moscou de 1957, comme dans le projet de déclaration préparé pour notre réunion actuelle. La Déclaration de 1957 indique que

«les partis communistes et ouvriers assument une responsabilité historique particulièrement lourde pour les destinées du système socialiste mondial et du mouvement communiste international. Les partis communistes et ouvriers participant à la conférence déclarent qu'ils consolideront inlassablement leur unité et leur collaboration fraternelle, pour affermir plus encore la communauté des Etats socialistes, pour renforcer le mouvement ouvrier international et servir la cause de la paix et du socialisme». (Déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers des pays socialistes, éd. alb., p. 24, Tirana, 1958.)

Il faut le reconnaître, particulièrement dans les derniers temps, le mouvement communiste international et les relations de quelques partis entre eux ont souffert de profondes divergences idéologiques et politiques dont l'accentuation ne peut que porter préjudice à notre grande cause. Aussi le Parti du Travail d'Albanie estime-t-il que, pour aller de l'avant, unis, vers de nouvelles victoires, il faut condamner et rectifier les erreurs et les manifestations négatives relevées jusqu'ici dans notre action.

Nous voulons nous arrêter ici sur la Rencontre de Bucarest, où notre Parti, comme on le sait, refusa d'exprimer son point de vue sur les divergences entre le Parti communiste de l'Union soviétique et le Parti communiste chinois. Il se réserva, dès cette époque, le droit de faire connaître son opinion à la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers — celle-là même qui se tient aujourd'hui. Le Parti du Travail d'Albanie fut accusé à l'époque — par les camarades soviétiques et par certains camarades d'autres partis frères — de tous les péchés de la terre, mais personne ne s'est avisé de réfléchir un moment ni de se demander pourquoi ce parti avait adopté une telle attitude contre l'ensemble du courant, pourquoi ce parti, qui est toujours resté entièrement fidèle au marxisme-léninisme et à la Déclaration de Moscou, était subitement accusé d'être «hostile au marxisme-léninisme et à la Déclaration de Moscou», pourquoi ce parti, si étroitement lié à l'U.R.S.S. et au Parti communiste de l'Union soviétique, se dressait tout d'un coup contre leur direction.

A présent tous les camarades ont en main les matériaux d'information soviétiques et ceux du Parti communiste chinois. Qu'ils réfléchissent eux-mêmes à ce sujet. Pour notre part, nous avons lu et étudié aussi bien les documents soviétiques que les documents chinois, nous avons discuté longuement ces textes dans les actifs de notre Parti et nous venons à cette réunion avec le point de vue unanime de notre Parti.

Comme on le sait, le 24 juin dernier, à l'occasion du III^e Congrès du Parti ouvrier roumain, les camarades de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique prirent l'initiative, parfaitement inattendue, du moins pour notre Parti, qui n'avait été prévenu de rien, d'organiser la Rencontre de Bucarest. Celle-ci, conformément à l'accord conclu par les lettres du 2 et du 7 juin, devait servir à un «échange de vues» et fixer la date de la conférence actuelle. Or elle s'occupa d'une tout autre question : l'accusation idéologique et politique lancée contre le Parti communiste chinois sur la base de la «lettre d'information soviétique». Se fondant sur un document dont ils ignoraient tout quelques heures avant la réunion, les délégués des partis communistes et ouvriers frères devaient se prononcer en faveur de la thèse du Comité central du P.C.U.S. ; alors qu'ils se trouvaient à Bucarest pour une tout autre question. Ils n'avaient jamais été mandatés par leur parti — les nôtres du moins ne l'avaient pas été — pour discuter et encore moins pour décider d'un problème si important pour le communisme international. Il ne pouvait même être question d'une discussion sérieuse de ce document qui contenait de si graves accusations contre un autre parti frère. En effet, il n'était pas accordé, non seulement aux délégués, mais surtout aux directions des partis communistes et ouvriers, le temps nécessaire pour l'étudier sous tous les aspects. Pas davantage l'accusé ne disposait-il des délais voulus pour présenter, lui aussi, ses

points de vue au même titre que l'accusateur. Le fait est que la direction soviétique avait pour première préoccupation de faire approuver rapidement ses accusations contre le Parti communiste chinois et de le faire condamner à tout prix.

Le camarade Khrouchtchev et les autres camarades soviétiques présents à Bucarest se sont préoccupés uniquement de cette affaire, et nullement des questions de politique internationale intéressant notre camp comme le monde entier et qui ont pour origine l'échec de la conférence au sommet de Paris.

Notre Parti donnerait son accord le plus complet à la réunion d'une conférence internationale des partis communistes et ouvriers, et de toute autre conférence, quel qu'en soit l'ordre du jour fixé, mais à la condition qu'elle soit convoquée conformément à la règle, que le principe de sa réunion reçoive l'approbation de tous les partis et que l'ordre du jour en soit clairement et préalablement défini. Il faut en outre que soient fournis aux partis communistes et ouvriers les matériaux nécessaires et qu'il leur soit donné le temps requis pour les étudier et se préparer à cette rencontre. Les bureaux politiques des partis en ont notamment besoin pour obtenir, le cas échéant, des plénums de leurs comités centraux qu'ils se prononcent sur les décisions qu'il est proposé de prendre à cette conférence. Ces conférences doivent donc se dérouler conformément aux normes léninistes qui régissent les rapports entre partis communistes et ouvriers, c'est-à-dire sur un pied de complète égalité entre les partis, dans un esprit de camaraderie communiste et internationaliste et de haute morale communiste.

La Rencontre de Bucarest ne respectait pas ces normes. Aussi notre Parti, bien qu'il ait participé à cette réunion, l'a-t-il dénoncée en raison de son déroulement incompatible avec les règles léninistes.

Nous estimons que la Rencontre de Bucarest a très mal servi la cause du mouvement communiste mondial, la solidarité internationale des travailleurs, le renforcement de l'unité du camp socialiste et le règlement marxiste-léniniste des divergences idéologiques, politiques et organisationnelles, pouvant éventuellement surgir entre les partis communistes et ouvriers, et préjudiciables au marxisme-léninisme. La responsabilité doit en retomber sur les camarades de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique qui ont organisé cette rencontre, qui l'ont conçue sous cette forme et y ont appliqué des normes non marxistes.

Leur seul but était de faire condamner le Parti communiste chinois par le mouvement communiste international pour des erreurs et des fautes imaginaires ou nullement prouvées. Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie en est profondément convaincu après l'étude des faits, sur la base des matériaux soviétiques et chinois dont il dispose maintenant, et après une analyse minutieuse de l'évolution de la situation internationale et des positions officielles prises par le Parti communiste de l'Union soviétique et par le Parti communiste chinois.

Le Parti du Travail d'Albanie est unanime à penser que les camarades soviétiques se sont lourdement trompés à Bucarest. Ils ont injustement accusé le Parti communiste chinois de déviations contraires au marxisme-léninisme et à la Déclaration de Moscou de 1957. Ils ont accusé à tort le Parti communiste chinois d'être «dogmatique», «sectaire», «partisan de la guerre», «hostile à la coexistence pacifique», «désireux d'obtenir une place privilégiée au sein du camp socialiste et du mouvement communiste international», etc.

Les camarades soviétiques ont également commis une lourde erreur en profitant du grand attachement et de la grande confiance des communistes à l'égard de l'Union soviétique et du Parti communiste de l'Union soviétique, pour tenter d'imposer aux autres partis communistes et ouvriers leurs points de vue erronés à l'égard du Parti communiste Chinois.

Le Parti du Travail d'Albanie s'est clairement rendu compte dès les premiers moments, aux démarches fiévreuses et inadmissibles des camarades soviétiques auprès des camarades de notre délégation à Bucarest, qu'ils cherchaient, par des arguments spécieux et des pressions, à attirer la délégation du Parti du Travail d'Albanie dans le piège qu'ils montaient, à la rallier à leurs vues erronées.

Ce qui était important pour le camarade Khrouchtchev, (et cela, le camarade Andropov en a fait part au camarade Hysni Kapo) c'était de savoir «si oui ou non nous nous rallierons à la partie soviétique». Ce souci, le camarade Khrouchtchev l'a exprimé également sous d'autres formes au cours de ses interventions contre notre Parti à la Rencontre de Bucarest. Cette position a été également confirmée à plusieurs reprises par l'attitude injustifiée et inamicale de la direction soviétique et du personnel de l'ambassade soviétique à Tirana, après la Rencontre de Bucarest, attitude dont je parlerai plus loin. Les camarades dirigeants soviétiques ne faisaient aucun cas du point de vue d'un parti marxiste-léniniste, comme le nôtre ; ce qui importait pour eux, c'est qu'il se ralliât à la position prise par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique à Bucarest.

Le Parti communiste de l'Union soviétique, organisateur de la Rencontre de Bucarest, n'a nullement prévenu le Parti du Travail d'Albanie qu'à l'occasion du Congrès du Parti ouvrier roumain, le Parti communiste chinois serait accusé de prétendues fautes graves dans le choix de la ligne. Ces attaques furent pour le Parti du Travail d'Albanie tout à fait inattendues. Or, nous apprenons maintenant que, de tous les autres partis du camp socialiste, seuls le Parti du Travail d'Albanie, le Parti communiste chinois, le Parti du Travail de Corée, le Parti des Travailleurs du Vietnam, n'avaient pas été informés qu'une rencontre serait organisée à Bucarest en vue de mettre la Chine en accusation. S'il en a été ainsi, il est alors bien clair que l'affaire devient très sérieuse ; il s'agit de la formation d'une fraction de caractère international.

Néanmoins, notre Parti ne fut pas pris au dépourvu, car la vigilance ne lui a jamais fait défaut. Il le doit au fait qu'il respecte constamment les normes léninistes dans ses rapports avec les autres partis, qu'il observe le principe de l'égalité entre les partis, principe que doivent également respecter les autres partis à l'égard du Parti du Travail d'Albanie, indépendamment de sa petitesse numérique.

A la Rencontre de Bucarest, notre Parti a vu dès le début que toutes ces normes étaient violées. Il a donc adopté l'attitude que l'on sait, la seule qu'il estimait et qu'il estime juste face à l'évolution des événements.

Certains dirigeants des partis frères nous ont qualifiés de «neutralistes», certains nous ont accusés de nous être «écartés de la juste ligne marxiste-léniniste» et ces dirigeants sont allés jusqu'à entreprendre au sein de leurs partis de discréditer le nôtre. Nous rejetons toutes ces menées avec mépris, car ce ne sont là que calomnies, pratiques indignes, incompatibles avec la morale communiste.

Nous demandons à ceux qui ont entrepris ces actions blâmables contre le Parti du Travail d'Albanie, si un parti a ou non le droit d'exprimer librement son opinion, telle qu'il se l'est lui-même formée. Quelle opinion le Parti du Travail d'Albanie a-t-il exprimée à Bucarest ? Nous avons affirmé notre fidélité au marxisme-léninisme telle qu'elle est attestée par toute la vie et la lutte du Parti du Travail d'Albanie ; nous avons proclamé notre fidélité aux décisions de la Déclaration de Moscou et du Manifeste pour la paix de 1957, et cette attitude est illustrée par la ligne suivie de manière conséquente par le Parti du Travail d'Albanie ; nous avons exprimé notre attachement à l'unité du camp socialiste et notre détermination de la défendre, et ces sentiments sont confirmés par toute la lutte du Parti du Travail d'Albanie; nous avons exprimé notre attachement, notre fidélité au Parti communiste de l'Union soviétique et aux peuples soviétiques, et ces sentiments trouvent leur manifestation dans toute la vie du Parti du Travail d'Albanie. Nous nous sommes refusés à juger les «erreurs» du Parti communiste chinois et plus encore à le «condamner» sans tenir compte dans cette appréciation de ses points de vue sur les questions soulevées faussement, hâtivement, et de manière anti-marxiste, contre lui. Nous avons conseillé que cette question d'importance vitale et extrêmement grave pour le communisme international soit réglée avec pondération, sang-froid et dans un esprit de camaraderie. Voilà quel fut tout notre «crime» pour lequel nous a été lancée la pierre. Mais nous pensons que, brandie pour nous frapper, elle est retombée sur la tête même de ceux qui l'avaient lancée. Les jours qui passent ne feront que confirmer le bien-fondé de l'attitude du Parti du Travail d'Albanie.

Pourquoi le camarade Khrouchtchev et les autres camarades soviétiques se sont-ils tant pressés d'accuser le Parti communiste chinois de façon mal fondée et sans faits à l'appui ? Est-il permis à des communistes et en particulier aux principaux dirigeants d'un si grand parti que le Parti communiste de l'Union soviétique de commettre un acte aussi blâmable ? Ils peuvent donner leur réponse à ce sujet, mais le Parti du Travail d'Albanie a, lui aussi, parfaitement le droit d'exprimer son opinion.

Le Parti du Travail d'Albanie estime non seulement que la Rencontre de Bucarest a constitué une initiative complètement erronée mais que l'erreur commise a été consciemment aggravée. La Rencontre de Bucarest ne doit nullement être laissée dans l'oubli. Il faut la condamner sévèrement comme une tache dans le mouvement communiste international.

Visiblement, de grandes divergences idéologiques se sont fait jour et se sont développées entre le Parti communiste de l'Union soviétique et le Parti communiste chinois. Ces divergences auraient dû être depuis longtemps aplanies par la voie marxiste-léniniste entre les deux partis.

Dans le document chinois, le Parti communiste chinois affirme que ces divergences de principe sont apparues au lendemain même du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et que les questions controversées ont été soulevées par les camarades chinois. Certains de ces points de vue ont été pris en considération par les camarades soviétiques, d'autres ont été rejetés.

Le Parti du Travail d'Albanie estime que si ces divergences n'étaient pas réglées entre les deux partis, il fallait alors chercher à organiser une réunion des partis communistes et ouvriers, et leur soumettre ces questions, pour qu'ils en discutent et que chaque parti prenne position à leur sujet. Il n'est pas juste que ces questions n'aient pas été soulevées, et la responsabilité en retombe sur les camarades soviétiques, qui avaient connaissance de ces divergences et qui n'en firent pas cas, tant ils étaient convaincus de la justesse de leur ligne et de son «inviolabilité», ce qui, à notre sens, est une attitude idéaliste et métaphysique.

Si les camarades soviétiques étaient véritablement convaincus du bien-fondé de leur ligne et de leur tactique, pourquoi n'organisèrent-ils pas en temps utile une réunion de ce genre pour y régler ces divergences ? Les questions soulevées étaient-elles de si peu de poids, alors qu'il s'agissait notamment de la condamnation de Joseph Staline, de la contre-révolution hongroise, de la forme de la prise du pouvoir et de bien d'autres problèmes fort importants qui surgirent par la suite ? On voit qu'il ne s'agissait pas du tout de questions sans importance. Tous, nous avons nos points de vue sur ces problèmes ; ils nous intéressent tous, en communistes que nous sommes, et si tous nos partis assument une responsabilité devant leurs peuples, ils sont aussi responsables devant le mouvement communiste international.

Pour pouvoir condamner le Parti communiste chinois, le camarade Khrouchtchev et d'autres dirigeants soviétiques avaient grand intérêt à faire croire qu'il s'agissait là de divergences entre la Chine et l'ensemble du mouvement communiste international, mais quand il s'est agi de questions du genre de celles que nous venons d'évoquer, le camarade Khrouchtchev ou les camarades de son proche entourage, en dépit de l'important caractère international de ces questions, ont pris sur eux de les juger et de les trancher tout seuls, estimant inutile une discussion collégiale dans le cadre d'une réunion des représentants de tous les partis.

Après la contre-révolution hongroise, on fit le silence sur les questions qui la concernaient. Pourquoi cette tactique des camarades soviétiques, qui consiste tantôt à couvrir les choses quand ils y voient leur intérêt, et tantôt à organiser des réunions comme celle de Bucarest, où ils font tout leur possible pour imposer aux autres l'opinion selon laquelle la Chine «s'en tient à une ligne qui va à rencontre de celle de tous les partis communistes et ouvriers du monde» ?

Les camarades soviétiques ont fait une tentative du même genre auprès de nous. Au mois d'août dernier, la direction soviétique a envoyé à notre Parti une lettre dans laquelle elle nous proposait, «afin

que de l'étincelle des divergences ne jaillisse point la flamme», une rencontre des représentants de nos deux partis, en vue d'amener notre Parti à se ranger aux côtés de l'Union soviétique contre le Parti communiste chinois, en sorte que nos deux partis forment un front uni à la conférence actuelle. Bien entendu, le Comité central de notre Parti n'accepta pas une telle proposition. Dans sa réponse officielle, il définit cette façon d'agir comme n'étant nullement marxiste, comme une action fractionnelle dirigée contre un troisième parti frère, contre le Parti communiste chinois. Il va sans dire que cette attitude juste et conforme aux principes ne fut pas du goût de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique.

Sans aucun doute, ces questions ont une importance primordiale, et elles nous concernent tous de très près, mais aux yeux du Parti du Travail d'Albanie il ne fait guère de doute non plus que le débat engagé à Bucarest contre la Chine l'était à des fins tendancieuses, qu'il avait pour but de condamner le Parti communiste chinois et de l'isoler de l'ensemble du mouvement communiste international.

Le Parti du Travail d'Albanie considérait une telle action comme inadmissible, non seulement parce qu'il n'était pas convaincu qu'il y eût lieu de l'entreprendre, mais parce qu'il discernait déjà que, par des moyens étrangers au marxisme, on entreprenait une action contre un grand parti frère comme le Parti communiste chinois, qu'on organisait, sous le couvert d'une accusation de dogmatisme lancée contre la Chine, une attaque contre le marxisme-léninisme.

A la Rencontre de Bucarest, le Parti communiste chinois fut accusé de bien des fautes. Cela aurait dû figurer dans le communiqué. Pourquoi n'en a-t-il rien été ? Si ces accusations étaient fondées, pourquoi a-t-on hésité et publié un communiqué qui ne traduisait pas les objectifs de la rencontre ? Pourquoi n'y était-il pas fait mention du «grand danger de dogmatisme», qui, disait-on, menaçait le communisme international ?

Non, camarades, la Rencontre de Bucarest est indéfendable. Elle contrevenait aux principes, elle avait des visées tendancieuses dont la principale était, selon le jugement du Parti du Travail d'Albanie, de mettre en accusation le Parti communiste chinois pour un prétendu dogmatisme, et d'utiliser cette démarche pour dissimuler certaines fautes graves commises par les camarades dirigeants soviétiques dans l'application de la ligne.

Les camarades soviétiques avaient besoin de l'appui des autres partis sur ces questions. Aussi tentèrent-ils de les prendre par surprise. Ils atteignirent à moitié leur objectif et obtinrent que ces partis examinassent la question de la condamnation à prononcer contre la Chine par une prochaine «conférence internationale du mouvement communiste». Les partis communistes et ouvriers, à l'exception du Parti du Travail d'Albanie et de quelques autres partis communistes et ouvriers, furent saisis «des graves erreurs commises dans l'application de la ligne par le Parti communiste chinois», il leur fut fait part de la condamnation «unanime» prononcée à Bucarest contre la Chine, et on s'employa à accréditer cette opinion auprès de chacun de ces partis et parmi chacun de ces peuples. A certaines de ces réunions de parti, on dénonça également le Parti du Travail d'Albanie.

Après la Rencontre de Bucarest, le Comité central du Parti du Travail d'Albanie décida, à «juste titre, de n'examiner en son sein que le communiqué et d'informer le Parti des divergences de principe qui s'étaient fait jour entre le Parti communiste de l'Union soviétique et le Parti communiste chinois et qui devaient être discutées et réglées à la future conférence convoquée pour novembre à Moscou. Et c'est ce qui fut fait.

Mais cette attitude de notre Parti ne plut guère aux camarades de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique ; et nous eûmes tôt fait de nous en apercevoir. Au lendemain même de la Rencontre de Bucarest, une attaque soudaine et sans principes, qui ont la forme d'une ingérence brutale dans nos affaires intérieures et de pressions de toute nature, fut lancée contre notre Parti et son Comité central. L'assaut fut donné par le camarade Khrouchtchev à Bucarest, puis repris par le camarade Kozlov à Moscou. Les camarades de notre Bureau politique de passage dans la capitale soviétique furent l'objet

de nombreuses démarches visant à les dresser contre la direction de notre Parti, sous prétexte que «la direction du Parti du Travail d'Albanie avait trahi l'amitié qui unissait l'Albanie et l'Union soviétique», que «la ligne que suivait la direction du Parti du Travail d'Albanie était essentiellement «tortueuse», que «l'Albanie devait décider si elle se rallierait aux 200 millions (c'est-à-dire à l'Union soviétique) ou aux 650 millions, (c'est-à-dire à la Chine populaire)» et enfin que «l'Albanie, isolée, était en péril, et qu'il suffisait d'une seule bombe atomique jetée par les Américains pour l'anéantir complètement, elle et toute sa population». Il leur fut lancé d'autres menaces de ce genre. Il est tout à fait évident que l'objectif poursuivi était de provoquer une scission dans la direction de notre Parti, d'en éliminer les éléments qui, au jugement des dirigeants soviétiques, faisaient obstacle à cette entreprise tortueuse et déloyale.

Ce travail de scission eut pour résultat de faire capituler Liri Belishova, ancien membre du Bureau politique du Comité central du Parti du Travail d'Albanie. Elle céda aux flagorneries des dirigeants soviétiques, à leurs menées de chantage et d'intimidation, et accepta de se mettre en opposition ouverte avec la ligne de son Parti.

Les camarades soviétiques, dans leur lettre adressée au Comité central du Parti communiste chinois, ont prétendu mensongèrement qu'en Albanie on condamnait les amis de l'Union soviétique. Les véritables amis des peuples soviétiques sont le million et demi d'Albanais et le Parti du Travail d'Albanie qui ont forgé et cimenté cette amitié trempée dans le sang, et non pas les capitulars, les scissionnistes et déviationnistes de tout genre.

Et ce n'est pas seulement à Moscou que les camarades soviétiques tentèrent de susciter des doutes quant au bien-fondé de l'attitude de notre Parti à Bucarest. Des tentatives encore plus pressantes furent faites à Tirana également, par des fonctionnaires de l'ambassade soviétique, l'ambassadeur en tête.

Comme je l'ai dit plus haut, avant la Rencontre de Bucarest, les liens qui nous unissaient aux camarades soviétiques étaient les plus étroits, les plus sincères et les plus fraternels que l'on pût imaginer. Nous n'avions aucun secret, fût-ce de Parti, fût-ce d'Etat, pour les camarades soviétiques. Cette attitude avait été décidée par le Comité central de notre Parti. Et ces liens reflétaient les vifs sentiments d'attachement et de dévouement du peuple albanais pour le peuple soviétique, sentiments que notre Parti a scellés par le sang versé.

Ces sentiments sacrés du Parti du Travail d'Albanie et de notre peuple, certains éléments malsains, l'ambassadeur soviétique en tête, les ont foulés aux pieds. Profitant de ces liens amicaux et de la confiance des cadres, ils se mirent à attaquer fiévreusement et intensément la ligne marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie, cherchèrent à provoquer une scission dans notre Parti, à semer la panique et la confusion dans ses rangs, et à séparer le Parti de sa direction. Les choses en arrivèrent au point que l'ambassadeur soviétique à Tirana incita nos généraux à dresser l'Armée populaire d'Albanie contre la direction du Parti du Travail et de l'Etat albanais. Mais ils sont tombés sur un os, car l'unité de notre Parti est une unité d'airain. Nos cadres, trempés dans la Lutte de libération nationale et dans le combat à mort mené contre les révisionnistes yougoslaves, ont défendu en véritables marxistes leur Parti héroïque, et ils savent fort bien faire la distinction entre le Parti communiste de l'Union soviétique, le Parti de Lénine, d'une part, et de tels scissionnistes, de l'autre. Et, en fait, ils remirent à leur place ces calomniateurs.

Les fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Tirana, l'ambassadeur en tête, usant de pratiques inadmissibles et antimarxistes, réussirent à séduire par leurs intrigues le président de la Commission de contrôle du Parti du Travail d'Albanie, qui, quinze jours plus tôt, s'était déclaré solidaire de la ligne suivie par le Comité central du Parti du Travail d'Albanie à Bucarest, à l'écarter entièrement de la voie du marxisme-léninisme et à le mettre en opposition flagrante avec la ligne de son Parti. Il est clair que ces agissements blâmables de ces camarades soviétiques visaient à provoquer une scission dans la direction du Parti du Travail d'Albanie et à la séparer de la masse du Parti. Et cela pour nous punir du

«crime» que nous avons commis à Bucarest, en nous permettant d'exprimer librement notre point de vue, tel que nous l'estimions juste.

Les fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Tirana allèrent encore plus loin sur cette voie. Ils multiplièrent les démarches auprès des Albanais qui avaient fait leurs études en Union soviétique pour les monter contre la direction albanaise, espérant trouver en eux des éléments qui se prêteraient à leurs sinistres desseins. Mais nos camarades, qu'ils aient ou non terminé leurs études en Union soviétique, savent bien que les basses méthodes employées par les fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Tirana sont tout à fait étrangères au marxisme-léninisme. Ils sont les fils de leur peuple, les fils de leur Parti, ce sont des marxistes-léninistes, des internationalistes.

Nous pourrions donner bien d'autres exemples qui illustrent cette attitude, mais pour ne pas accaparer trop de temps à cette importante réunion, je me contenterai de citer deux autres faits significatifs. Les pressions sur notre Parti se poursuivirent également ici à Moscou lors des travaux de la commission chargée de rédiger le projet de déclaration qui nous a été présenté; en effet, les camarades soviétiques nous disaient alors que nous devons porter nos regards vers l'avenir, oublier le passé. Ces jours-là, à Moscou, au cours d'une réunion élargie des chefs d'état-major des pays signataires du Pacte de Varsovie, le maréchal Malinovski, membre du Comité central et ministre de l'Union soviétique, attaqua ouvertement le peuple albanaise, le Parti du Travail d'Albanie, le gouvernement albanaise et notre direction. Cette attaque inamicale et publique ressemblait fort à l'attaque subversive de l'ambassadeur soviétique à Tirana, qui cherchait à opposer notre Armée populaire à la direction de notre Parti et de notre Etat. Mais tout comme l'ambassadeur soviétique, le maréchal Malinovski se trompe lourdement. Nul ne peut espérer arriver ainsi à ses fins et encore moins rompre l'amitié qui unit notre peuple et les peuples de l'Union soviétique. La juste lutte du Parti du Travail d'Albanie contre ces activités de sape ne fait que consolider l'amitié sincère qui unit notre peuple à ceux de l'Union soviétique. Cette amitié ne peut donc pas non plus être altérée par les étonnantes déclarations du maréchal Gretchko, commandant en chef des armées du Pacte de Varsovie, qui, non content de dire à notre délégation militaire qu'il serait prétendument difficile de satisfaire les besoins de notre armée en certains armements indispensables et qui devaient nous être fournis aux termes des accords conclus, nous a aussi déclaré ouvertement : «Vous ne faites partie du Pacte de Varsovie que pour un certain temps», laissant entendre par là qu'il aurait décidé de nous en exclure. Mais une telle décision n'est heureusement pas du ressort du camarade maréchal.

En octobre de l'année en cours, le camarade Khrouchtchev a déclaré avec le plus grand sérieux aux camarades chinois : «Nous traiterons l'Albanie comme la Yougoslavie». Nous faisons part de ces déclarations à cette réunion du communisme international, afin de montrer jusqu'à quel point on a poussé les choses, de quelle manière on se comporte à l'égard d'un petit pays socialiste. Quel est le «crime» commis par le Parti du Travail d'Albanie pour que notre pays soit traité comme la Yougoslavie titiste ? Aurions-nous trahi le marxisme-léninisme, comme l'a fait la clique Tito ? Ou encore aurions-nous quitté le camp socialiste pour nous mettre à la remorque de l'impérialisme américain, comme s'y est mis le révisionnisme yougoslave ? Non, et tout le mouvement communiste international en témoigne. En fait foi aussi toute l'activité concrète, politique, idéologique et économique de notre Parti et de notre Etat tout au long de la Lutte de libération nationale et des seize années qui se sont écoulées depuis la libération de notre patrie. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique lui-même déclare dans sa lettre en date du 13 août 1960, adressée au Comité central du Parti du Travail d'Albanie : «Les rapports entre le Parti du Travail d'Albanie et le Parti communiste de l'Union soviétique, fondés sur les principes de l'internationalisme prolétarien, ont toujours été véritablement fraternels. L'amitié qui unit nos partis et nos peuples n'a jamais été assombrie par aucun désaccord ni aucun froid. Les positions du Parti du Travail d'Albanie et du Parti communiste de l'Union soviétique sur toutes les questions les plus importantes du mouvement communiste et ouvrier international et sur les problèmes de politique extérieure ont toujours coïncidé».

Alors en quoi consiste notre faute ? Notre seul «crime» est de ne pas avoir accepté, à Bucarest, que soit injustement blâmé un parti communiste frère comme l'est le Parti communiste chinois ; notre seul

«crime» est d'avoir ouvertement, dans une réunion communiste internationale (et non en le criant sur les toits), osé nous opposer à l'action injustifiée du camarade Khrouchtchev ; notre seul «crime» est d'être un petit parti, le parti d'un petit peuple, d'un peuple pauvre, qui, selon les conceptions du camarade Khrouchtchev, doit se contenter d'applaudir, d'approuver, mais ne pas exprimer son opinion. Or, cette conception n'est pas marxiste. Elle est inadmissible. Le droit de dire notre mot nous a été conféré par le marxisme-léninisme, et ce droit nul ne peut nous en priver, quelles que soient les pressions politiques ou économiques exercées sur nous, quelles que soient les menaces qu'on nous lance ou les épithètes dont on nous gratifie. A cette occasion, nous aimerions demander au camarade Khrouchtchev : «Pourquoi cette déclaration ne nous a-t-elle pas été faite à nous, au lieu d'être adressée au représentant d'un parti tiers ?» Ou bien le camarade Khrouchtchev pense-t-il que le Parti du Travail d'Albanie n'a pas ses propres points de vue, qu'il a fait cause commune avec le Parti communiste chinois au mépris des principes et que, de ce fait, on peut discuter des affaires de notre Parti avec les camarades chinois ? Non, camarade Khrouchtchev, vous persistez dans vos erreurs, et vous vous faites une idée très fautive de notre Parti. Le Parti du Travail d'Albanie a ses points de vue et il en répond devant son propre peuple comme devant le mouvement communiste et ouvrier international.

Nous sommes contraints d'informer cette réunion que la direction soviétique est passée, en fait, des menaces de traiter l'Albanie comme la Yougoslavie titiste, à des actions concrètes. Cette année notre pays a été frappé par une série de calamités naturelles. Ce fut d'abord un violent tremblement de terre, puis, en octobre, de graves inondations, mais surtout, par la suite, une terrible sécheresse, pas une goutte de pluie n'étant tombée sur l'Albanie pendant quatre mois. La population était menacée de famine et les faibles réserves du pays furent consommées. Notre gouvernement fit appel d'urgence à l'Union soviétique : il demanda à lui acheter du blé en lui exposant la très grave situation du pays. Cela se produisit après la Rencontre de Bucarest. Nous dûmes attendre 45 jours pour recevoir une réponse de Moscou. Alors que nous n'avions de vivres que pour deux semaines, au bout de 45 jours, et à la suite de nos sollicitations réitérées, le gouvernement soviétique, au lieu des 50.000 tonnes de blé que nous lui avions demandées, ne nous en accorda que 10.000, ce qui correspondait aux besoins de la population pour quinze jours; et encore cette quantité ne devait-elle nous être livrée qu'en septembre-octobre. C'était là une pression ouverte exercée contre notre Parti pour le plier à la volonté des camarades soviétiques. En ces journées difficiles, nous avons pu constater bien des choses. Comment l'Union soviétique, qui vend du blé au monde entier, ne disposait-elle pas de 50.000 tonnes à fournir au peuple albanais, un peuple frère, fidèle au peuple soviétique, au marxisme-léninisme et au camp socialiste, en un temps où, pour des raisons qui ne lui étaient pas imputables, il était menacé de famine ? Pourtant le camarade Khrouchtchev nous avait dit un jour : «Ne vous inquiétez pas à propos de votre pain, chez nous les rats à eux seuls mangent autant de blé que vous en consommez». En Union soviétique, les rats, donc, continuaient de se nourrir, mais le peuple albanais, lui, devait mourir de faim tant que la direction du Parti du Travail d'Albanie ne se serait pas soumise à la volonté de la direction soviétique. C'est un fait terrible, camarades, mais vrai. Le peuple soviétique ne pardonnera jamais, s'il l'apprend, cette façon d'agir de ses dirigeants, car elle n'est ni marxiste, ni internationaliste, ni digne d'un ami. Il n'était guère amical non plus de refuser un accord de clearing pour cet achat de blé, et de nous obliger à sortir de notre banque nationale notre petite réserve d'or pour acheter en Union soviétique le maïs nécessaire à la subsistance de notre population.

Ces actions sont liées entre elles; elles ne sont pas fortuites. Ces jours derniers en particulier, les attaques du camarade Khrouchtchev contre notre Parti du Travail ont atteint leur paroxysme. C'est vous, camarade Khrouchtchev, qui déclariez le 6 novembre que «les Albanais se comportent avec nous comme Tito». Vous avez dit aux camarades chinois: «Nous avons perdu l'Albanie, et vous, Chinois, l'avez gagnée». Et vous avez finalement affirmé que «le Parti du Travail d'Albanie est notre maillon faible».

Que sont ces accusations monstrueuses, ces comportements de «marchand», à l'égard de notre Parti, de notre peuple et d'un pays socialiste, que l'on perdrait ou gagnerait comme au jeu ? Que sont ces jugements portés sur un parti frère, qui serait, selon vous, un maillon faible du mouvement communiste international ? De toute évidence, c'est notre juste attitude de principe marxiste-léniniste, l'audace du blâme que nous vous adressons pour vos actions injustifiées qui vous poussent à attaquer

notre Parti, à pratiquer toutes sortes de pressions sur lui, à lui lancer même les calomnies les plus invraisemblables. Il n'y a dans cette attitude rien d'amical, rien de communiste. Vous nous comparez aux révisionnistes yougoslaves. Or tout le monde sait bien comment notre Parti s'est battu et se bat contre les révisionnistes yougoslaves. Ce n'est pas nous qui agissons comme les Yougoslaves, mais bien vous, camarade Khrouchtchev, qui employez contre notre Parti des méthodes étrangères au marxisme-léninisme. Vous considérez l'Albanie comme une marchandise négociable que quiconque peut acheter ou vendre. Il fut un temps, il est vrai, où l'Albanie était ainsi traitée, c'était lorsque certains croyaient qu'il dépendait d'eux qu'elle existe ou non. Mais ce temps-là est révolu, depuis que les idées du marxisme-léninisme ont triomphé dans notre pays. Et vous, vous avez fait revivre cet état de choses en prétendant que vous «aviez perdu» l'Albanie et que quelqu'un d'autre «l'avait gagnée», en décidant que l'Albanie n'était plus un pays socialiste, ce qui ressort de la lettre que vous nous avez remise le 8 novembre et dans laquelle notre pays n'est pas défini comme un pays socialiste.

Que l'Albanie avance dans la voie du socialisme et qu'elle fasse partie du camp socialiste, ce n'est pas à vous, camarade Khrouchtchev, d'en décider, cela ne dépend pas de votre bon vouloir. Cela, c'est le peuple albanais, avec à sa tête son Parti du Travail, qui l'a décidé, par sa propre lutte. Et il n'est pas de force au monde qui puisse l'écarter de cette voie.

Quant à votre jugement selon lequel notre Parti du Travail serait le maillon le plus faible du camp socialiste et du mouvement communiste international, nous répondons que les vingt années d'histoire de notre Parti, la lutte héroïque de notre peuple et de notre Parti contre les occupants fascistes, les seize années qui se sont écoulées depuis la Libération et au cours desquelles notre Parti et notre petit peuple ont tenu tête à toutes les tempêtes, prouvent bien le contraire. Entourée d'ennemis, comme une île au milieu des flots, la République populaire d'Albanie a résisté vaillamment à toutes les attaques et à toutes les provocations des impérialistes et de leurs valets. Tel un roc de granit, elle a tenu et elle tient haut levé le drapeau du socialisme sur les arrières de l'ennemi. Camarade Khrouchtchev, vous avez levé la main contre notre petit peuple et son Parti, mais nous sommes convaincus que le peuple soviétique, qui a aussi versé son sang pour la liberté de notre peuple, que le grand Parti de Lénine, n'approuveront pas votre action. Nous avons pleinement foi dans le marxisme-léninisme, nous sommes certains que les partis frères, qui ont envoyé leurs représentants à cette réunion, examineront et jugeront cette question dans un parfait esprit de justice marxiste-léniniste.

Notre Parti a toujours vu dans le Parti communiste de l'Union soviétique le parti père, parce que c'est le parti le plus ancien, le glorieux parti des bolcheviks, il l'a tenu pour tel à cause de la portée universelle de son expérience, de sa grande maturité. Mais notre Parti n'a jamais accepté et il n'acceptera jamais qu'un dirigeant soviétique, quel qu'il soit, lui impose ses propres conceptions, des conceptions, que, pour sa part, il juge incorrectes.

La direction soviétique a regardé cette importante question de principe de façon erronée, idéaliste et métaphysique ; elle s'est montée la tête à la suite des succès colossaux remportés par les peuples soviétiques et leur Parti communiste, et elle enfreint les principes marxistes-léninistes, elle se juge infaillible, elle estime parfaits et immuables toute décision, toute action, tout propos et tout geste qui émanent d'elle. Les autres, eux, peuvent se tromper et mériter un blâme, pas elle. «Nos décisions sont sacrées, elles sont inviolables», «nous ne pouvons faire aucune concession au Parti communiste chinois, aucun compromis avec lui», disaient les dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique à nos représentants. Alors pourquoi nous ont-ils convoqués à Bucarest ? Assurément pour nous faire voter les yeux fermés les points de vue de la direction soviétique. Et une telle manière d'agir serait marxiste ? Une telle attitude serait normale ?

Peut-on admettre des actes de subversion de la part d'un parti contre un autre pour briser l'unité de celui-ci, renverser sa direction ou celle d'un autre Etat ? Jamais de la vie ! Les dirigeants soviétiques ont accusé le camarade Staline d'être soi-disant intervenu auprès des autres partis pour leur imposer les points de vue du Parti bolchevik ; nous pouvons témoigner que jamais le camarade Staline n'a agi de la sorte envers nous, qu'il s'est comporté en toute occasion à l'égard du peuple albanais et du Parti du

Travail d'Albanie comme un grand marxiste, comme un internationaliste remarquable, comme un camarade, un frère et un ami sincère du peuple albanais. En 1945, lorsque notre peuple était menacé de famine, le camarade Staline dérouta les navires chargés de céréales destinées au peuple soviétique, qui souffrait pourtant lui-même à l'époque d'une pénurie de vivres, pour les envoyer aussitôt au peuple albanais. Tout au contraire, la direction soviétique actuelle s'est permis des actions indignes.

De telles pressions économiques sont-elles admissibles ? Est-il tolérable que le peuple albanais soit menacé comme il l'a été par la direction soviétique après la Rencontre de Bucarest ? En aucune manière...

Nous considérons que l'aide offerte à notre petit peuple, qui fut plongé avant la guerre dans une misère profonde et générale, à un peuple dont le pays fut gravement dévasté durant la Seconde Guerre mondiale mais qui, sans plier le genou et sous la glorieuse conduite du Parti communiste d'Albanie, combattit héroïquement jusqu'à sa libération, doit être réellement internationaliste.

Or, pourquoi l'attitude de la direction soviétique à notre égard a-t-elle changé après Bucarest, au point de laisser le peuple albanais souffrir de la faim ? Et les dirigeants roumains ont agi de même, refusant d'envoyer, dans le cadre d'un accord de clearing, le moindre grain de blé à notre peuple, alors que la Roumanie exporte des céréales aux pays capitalistes et que nous étions, pour notre part, contraints de payer en devises le maïs que nous avons acheté à des producteurs français.

Quelques mois avant la Rencontre de Bucarest, le camarade Dej [*A l'époque, Premier secrétaire du C.C. du Parti ouvrier roumain.*] invita expressément une délégation de notre Parti à discuter avec elle des perspectives de développement de l'Albanie. C'était là une attitude louable et marxiste. Le camarade Dej dit à notre Parti : «Nous, les autres pays de démocratie populaire, ne devons plus discuter de l'importance des crédits à accorder à l'Albanie. C'est l'Albanie elle-même qui doit décider de construire telles ou telles fabriques, d'élever le niveau de ses moyens de production, quant aux millions de roubles que de telles réalisations pourront nécessiter, peu importe.» Et le camarade Dej ajouta même : «Nous en avons parlé aussi avec le camarade Khrouchtchev et il est d'accord avec nous.»

Mais vint la Rencontre de Bucarest et notre Parti adopta l'attitude que l'on sait. Les camarades roumains oublièrent ce qu'ils avaient dit et choisirent de laisser le peuple albanais souffrir de la faim.

Nous avons déjà fait part officiellement de ces questions au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, nous ne les avons pas soulevées ailleurs, nous ne les avons pas discutées publiquement, ni glissées à l'oreille de personne. Nous les révélons pour la première fois à une réunion de partis, comme l'est la conférence d'aujourd'hui. Pourquoi donc soulevons-nous ces questions ? Notre but est de mettre un terme à ces manifestations négatives, qui, loin de renforcer notre unité, au contraire l'affaiblissent. Nous désirons voir se raffermir les relations et les liens marxistes-léninistes entre les partis communistes et ouvriers et entre les Etats socialistes, de manière que soient balayées toutes les manifestations pernicieuses qui ont pu jusqu'à présent se faire jour. Nous sommes optimistes et fermement convaincus que les camarades soviétiques, de même que les autres camarades, prendront nos critiques dans leur véritable sens. Elles sont sévères, mais franches et cordiales. Et elles visent à renforcer nos relations. Notre Parti et notre peuple, quelles que soient l'injustice et la malveillance des attitudes que l'on observe à notre égard, et que nous espérons voir cesser demain, cimenteront encore plus leur attachement et leur dévouement infinis aux peuples soviétiques et à leur Parti communiste, aux peuples et aux partis communistes et ouvriers du camp socialiste; et ces liens auront toujours pour fondements les enseignements marxistes-léninistes.

Notre Parti ne conçoit l'amitié que fondée sur la justice, le respect réciproque et les principes marxistes-léninistes. Cette conception est formulée en toutes lettres dans la Déclaration de Moscou de 1957, elle est également réaffirmée dans le projet de déclaration qui nous est présenté. Nous déclarons avec la plus profonde conviction que le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais combattront

résolument comme ils l'ont toujours fait jusqu'ici pour raffermir les relations entre les membres du camp socialiste, pour renforcer son unité et le mouvement communiste international.

Le peuple albanais est prêt à se jeter au feu pour défendre ses vrais amis. Ce ne sont pas là des paroles creuses qui ne sortent que de ma bouche. Je ne fais qu'exprimer ici les sentiments de mon peuple et de mon Parti, et l'on doit bien se dire que si nous aimons l'Union soviétique et le Parti communiste de l'Union soviétique, ce n'est pas pour les beaux yeux de qui que ce soit, ou pour flatter quelqu'un.

Chers camarades,

La Déclaration de Moscou de 1957 de même que le projet de déclaration qui nous est soumis constatent que le révisionnisme constitue aujourd'hui le principal danger dans le mouvement communiste et ouvrier international. La Déclaration de Moscou de 1957 souligne à juste titre que l'origine intérieure du révisionnisme est la persistance de l'influence bourgeoise et sa source extérieure, la capitulation face à la pression de l'impérialisme. La vie a pleinement confirmé que le révisionnisme moderne, camouflé derrière des slogans pseudo-marxistes et pseudo-révolutionnaires, s'est employé de toutes les manières à discréditer notre grande doctrine, le marxisme-léninisme, qu'il a déclarée «périmée». Il affirme qu'elle ne répond plus à l'évolution sociale. Sous le couvert du «marxisme créateur» réduit à un simple slogan, de prétendues «conditions nouvelles», les révisionnistes ont tenté de dépouiller le marxisme-léninisme de son esprit révolutionnaire et de saper la confiance de la classe ouvrière et du peuple travailleur dans le socialisme. D'autre part, et de mille façons, ils se sont efforcés d'enjoliver l'impérialisme, de faire croire qu'il s'est adouci, qu'il est devenu pacifique. Trois années se sont écoulées depuis la Conférence de Moscou et elles ont pleinement confirmé que les révisionnistes modernes cherchent seulement à provoquer la scission dans le mouvement communiste et le camp socialiste, qu'ils agissent en laquais fidèles de l'impérialisme, en ennemis jurés du socialisme et de la classe ouvrière.

L'expérience même a montré jusqu'à présent que le révisionnisme moderne a trouvé chez les révisionnistes yougoslaves, dans la clique traîtresse de Tito et Cie, ses porte-drapeau, ses représentants les plus agressifs et les plus dangereux. A l'époque où fut approuvée la Déclaration de Moscou, il existait déjà, à notre sens, des données et des faits suffisants pour justifier une dénonciation publique de ce groupe hostile, agent de l'impérialisme américain. Mais, en fait, il ne fut pas dénoncé publiquement. De surcroît, par la suite, lorsque le danger qu'il représentait apparut plus clairement, la lutte contre le révisionnisme yougoslave, la lutte conséquente et ininterrompue pour son démantèlement idéologique et politique, ne fut pas menée avec la vigueur nécessaire. Au contraire. Et ce fut là l'origine de bien des maux et des torts enregistrés dans notre mouvement communiste et ouvrier international. De l'avis de notre Parti, si le groupe de Tito n'a pas été totalement démasqué, si l'on a entretenu l'«espérance» mensongère de voir ces traîtres réaliser une prétendue «amélioration» et un «tournant» positif, c'est parce qu'ont joué dans ce sens la tendance conciliatrice, les conceptions erronées et le jugement faussé du camarade Khrouchtchev et de certains autres dirigeants soviétiques à l'égard du dangereux groupe révisionniste titiste.

J.V. Staline, a-t-on dit, s'était trompé dans son jugement sur les révisionnistes yougoslaves, en exacerbant le conflit avec eux. Notre Parti n'a jamais été d'accord avec un tel point de vue : le temps et la pratique ont précisément démontré le contraire. Staline avait très justement apprécié le danger que représentaient les révisionnistes yougoslaves. Il a cherché à régler cette question en temps voulu et par la voie marxiste. Le Bureau d'Information se réunit à l'époque, en tant qu'organe collégial, et après que le groupe titiste eut été démasqué, il fut engagé contre lui une lutte sans merci. Le temps a démontré et ne cesse de démontrer que cette ligne était juste et qu'il était indispensable de l'appliquer.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours été convaincu que le groupe Tito trahit le marxisme-léninisme, que c'est une officine de l'impérialisme, un dangereux ennemi du camp socialiste et de l'ensemble du mouvement communiste et ouvrier international, et qu'il faut donc mener contre lui une lutte à outrance. Pour notre part, nous livrons cette bataille sans répit, parce que nous sommes des

communistes internationalistes. Et nous avons senti et nous sentons chaque jour peser lourdement sur notre dos tout le poids de l'activité hostile de la clique révisionniste de Tito contre notre Parti et notre pays. Mais cette attitude de notre Parti n'a pas été du goût du camarade Khrouchtchev ni de quelques autres camarades.

Le groupe titiste est depuis longtemps un groupe de trotskistes et de renégats. Le Parti du Travail d'Albanie juge qu'il en est ainsi depuis 1942, c'est-à-dire depuis dix-huit ans.

Dès 1942, lorsque la lutte du peuple albanais prit une grande ampleur, le groupe trotskiste de Belgrade, sous le masque de l'amitié et profitant de notre bonne foi, s'efforça par tous les moyens d'entraver le développement de notre lutte armée et d'empêcher la création de puissantes formations de choc de partisans albanais. Faute de pouvoir y parvenir, il tenta de prendre directement en main leur direction politique et militaire. Ce groupe chercha à faire en sorte que tout dans notre action dépendît de Belgrade et que notre Parti, notre armée partisane, ne fussent que de simples appendices du Parti communiste de Yougoslavie et de l'armée de libération nationale yougoslave.

Notre Parti, tout en préservant l'amitié qui l'unissait aux partisans yougoslaves, contrecarra victorieusement ces desseins criminels. Dès cette époque, le groupe titiste de Belgrade s'employait à jeter les fondements d'une Fédération balkanique placée sous sa direction. Il lui fallait donc mettre les partis communistes des pays des Balkans à la remorque du Parti communiste de Yougoslavie, et les armées partisans des peuples de ces pays sous la dépendance de l'Etat-major titiste. A cette fin, il tenta, de concert avec les Anglais, de créer un commandement balkanique et de placer celui-ci, donc nos armées, sous la direction des Anglo-Américains. Notre Parti déjoua victorieusement ces plans diaboliques. Pourtant, lorsque le drapeau de la Libération fut hissé sur Tirana, la bande titiste de Belgrade donna l'ordre à ses agents en Albanie de rabaisser le succès du Parti communiste d'Albanie et d'organiser un putsch [*Au II^e plénum du C.C. du P.C.A. tenu en novembre 1944 à Berat, le délégué du C.C. du P.C.Y. ourdit dans les coulisses, avec le concours d'éléments antiparti comme Koçi Xoxe et Pandi Kristo, ainsi que Sejfulla Malëshova et d'autres, un complot contre le Parti communiste d'Albanie. Ce complot avait pour but essentiel de renverser la direction du Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha et d'y substituer une nouvelle direction pro-yougoslave.*] afin de renverser la direction du Parti, la direction même qui avait organisé le Parti, guidé la Lutte de libération nationale et conduit le peuple albanais à la victoire.

Et Tito, de concert avec ses agents secrets dans notre Parti, organisa son premier putsch chez nous. Mais le Parti communiste d'Albanie fit échouer ce complot.

Les comploteurs de Belgrade ne déposèrent pas les armes pour autant. Ils s'allièrent au traître Koçi Xoxe, leur principal agent dans notre Parti, et reprirent, sous de nouvelles formes, l'organisation de leur complot contre l'Albanie nouvelle. Leur but était de faire de l'Albanie une septième république de la Yougoslavie.

C'était le temps où il fallait relever de ses ruines le pays dévasté et incendié, où notre peuple était sans pain et sans abri, mais animé d'un moral élevé, le temps où notre peuple et notre armée, les armes à la main, montaient une garde vigilante contre les complots de la réaction organisés par les missions anglo-américaines qui menaçaient l'Albanie de nouvelles invasions ; alors une grande partie de l'armée partisane albanaise avait franchi la frontière de l'Albanie pour se porter au secours de ses frères yougoslaves, combattre à leurs côtés et libérer avec eux le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, la Kosove et la Macédoine. Déjà pourtant, les comploteurs de Belgrade ourdisaient de nouveaux plans pour asservir l'Albanie.

Mais notre Parti a tenu tête héroïquement à ces agents camouflés en communistes. Les trotskistes de Belgrade, voyant qu'ils perdaient la partie, que leurs complots étaient tenus en échec par notre Parti, jouèrent leur dernière carte : ils tentèrent d'envahir l'Albanie militairement, d'y étouffer la résistance, d'arrêter les dirigeants du Parti du Travail d'Albanie et de l'Etat albanais et de déclarer l'Albanie

septième république de la Yougoslavie. Le Parti déjoua, comme les autres, ce plan diabolique. L'appui et l'intervention de Joseph Staline à ces moments-là furent décisifs pour notre Parti et la liberté du peuple albanais.

C'est précisément alors que la clique Tito fut démasquée par le Bureau d'Information. Celui-ci fit échouer les menées et les complots de la clique Tito, non seulement en Albanie, mais aussi dans les autres pays de démocratie populaire. Sous le masque du communisme, Tito et sa bande, ces renégats et agents de l'impérialisme, tentèrent de rompre l'amitié et l'alliance de combat qui unissaient les pays de démocratie populaire, des Balkans et de l'Europe centrale, à l'Union soviétique, de détruire les partis communistes et ouvriers de nos pays et de transformer nos Etats en réserves de l'impérialisme anglo-américain.

Chacun a pu voir alors en action les plans hostiles de l'impérialisme et de son fidèle serviteur, Tito. Tous en avaient connaissance, tous en furent informés et tous approuvèrent unanimement les justes décisions du Bureau d'Information, tous, sans exception ; et celles-ci, selon notre point de vue, exprimaient hier, et traduisent toujours aujourd'hui, la réalité des faits.

Ceux qui ne voulurent ni voir ni comprendre les agissements de cette bande, éprouvèrent pour la seconde fois, avec la contre-révolution en Hongrie et les complots incessants en Albanie, que le loup meurt dans sa peau. Tito et sa bande ont eu beau recourir à toutes les ruses, s'affubler de tous les masques, ils n'en demeurent pas moins des traîtres, des agents de l'impérialisme, des assassins des héroïques communistes internationalistes yougoslaves. Et ils le resteront tant qu'ils n'auront pas été liquidés.

Quant aux décisions prises contre le groupe renégat de Tito par le Bureau d'Information, le Parti du Travail d'Albanie ne considère pas qu'elles ont été adoptées personnellement par le camarade Staline. Elles ont été l'œuvre commune de tous les partis qui étaient membres du Bureau d'Information. Et non seulement de ces partis, mais aussi des partis communistes et ouvriers qui n'en faisaient pas partie. Cette question concernait donc tous les partis communistes et ouvriers, notamment le Parti du Travail d'Albanie, qui, après avoir étudié la lettre adressée par Staline et Molotov au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, adhéra pleinement au contenu de cette lettre et aux décisions du Bureau d'Information.

Pourquoi alors le « tournant » opéré par le camarade Khrouchtchev et le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique en 1955 à l'égard des révisionnistes yougoslaves ne donna-t-il pas lieu à une consultation régulière avec les autres partis communistes et ouvriers, mais fut-il conçu et mis en application sans aucun délai et unilatéralement ? C'était là une question qui nous concernait tous. Ou bien les révisionnistes yougoslaves s'étaient dressés contre le marxisme-léninisme et les partis communistes et ouvriers du monde, ou bien ils ne l'avaient pas fait ; ou bien c'est eux qui avaient commis une faute, ou bien c'est nous qui avons commis une grave erreur à leur égard, — nous tous et pas seulement Staline. Et ce point, le camarade Khrouchtchev ne pouvait ni ne devait le résoudre seul, à sa guise. C'est pourtant ce qu'il fit et, lors de son voyage à Belgrade, il effectua un tournant dans ses rapports avec les révisionnistes yougoslaves. Cette initiative fit l'effet d'une bombe au Parti du Travail d'Albanie, qui s'y opposa immédiatement de façon catégorique. Avant le départ, en mai 1955, du camarade Khrouchtchev pour Belgrade, le Comité central du Parti du Travail d'Albanie avait adressé au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique une lettre dans laquelle il exprimait l'opposition de notre Parti à ce voyage à Belgrade. Il soulignait que la question yougoslave ne pouvait être résolue unilatéralement, mais qu'elle devait être discutée par une réunion du Bureau d'Information, à laquelle le Parti du Travail d'Albanie demandait à être invité. C'est là que cette question aurait du être tranchée après un long débat, sérieux et prolongé.

Certes, d'un point de vue purement formel, il ne nous appartenait pas de décider si le camarade Khrouchtchev devait faire ou non ce voyage à Belgrade, mais, sur le fond du problème, nous avions raison et le temps a confirmé que la question yougoslave ne devait pas être réglée ainsi, au pied levé.

On lança le slogan des «superpositions», on annula rapidement la seconde résolution du Bureau d'Information, on inaugura «l'époque de la réconciliation» avec «les camarades yougoslaves». On révisa les procès des comploteurs, qui furent réhabilités. On parla sans cesse avec chaleur des «camarades yougoslaves», et les «camarades yougoslaves», blanchis, se dressèrent sur leurs ergots, se mirent à clamer que leur «juste cause» avait triomphé, que c'était «Staline, ce criminel», qui avait forgé toutes ces accusations contre eux. Il se créa ainsi une situation où quiconque refusait de marcher droit dans ce sens se voyait traité de «staliniens» et devait être éliminé.

Notre Parti s'est opposé à l'adoption d'une telle voie conciliatrice et opportuniste. Il s'est maintenu sur de justes positions idéologiques marxistes-léninistes, sur les positions de la lutte idéologique et politique contre les révisionnistes yougoslaves. Le Parti du Travail d'Albanie est demeuré inébranlablement attaché à son point de vue selon lequel le groupe titiste était composé de traîtres, de renégats, de trotskistes, d'agents de subversion à la solde des Américains ; il ne s'était donc pas trompé à leur égard.

Le Parti du Travail d'Albanie s'en tient fermement à son point de vue selon lequel le camarade Staline avait vu juste sur cette question. Il affirme que les révisionnistes, suivant leur ligne de trahison, avaient tenté d'asservir l'Albanie, de détruire son Parti du Travail, et qu'en tramant contre notre pays une série de complots internationaux en collusion avec les impérialistes anglo-américains, ils cherchaient à l'engager dans des conflits internationaux. Par ailleurs, le Parti du Travail d'Albanie était d'accord pour établir avec la République populaire fédérative de Yougoslavie des rapports de bon voisinage entre Etats, des relations commerciales et culturelles, si les normes de la coexistence pacifique entre Etats à régimes différents étaient respectées, car, pour le Parti du Travail d'Albanie, la Yougoslavie titiste n'a jamais été et elle ne saurait être un pays socialiste, tant qu'elle aurait à sa tête un groupe de renégats et d'agents de l'impérialisme.

Aucune attaque ouverte ou camouflée ne put contraindre le Parti du Travail d'Albanie à s'écarter de ces justes positions. C'est en vain que le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, par le truchement du camarade Souslov, chercha à nous convaincre de passer sous silence la question de Koçi Xoxe dans le rapport d'activité que nous devons présenter à notre III^e Congrès, en mai 1956, ce qui eût signifié de notre part renier notre lutte et nos positions de principe.

Avec l'Albanie, les titistes tombèrent sur un os, ou comme le dit Tito, l'Albanie lui devint une écharde dans sa chair. Le groupe des traîtres titistes poursuivit naturellement sa lutte contre le Parti du Travail d'Albanie, croyant nous démasquer en nous qualifiant de «staliniens».

Le groupe de Belgrade ne s'est pas borné à nous combattre par la propagande. Il a poursuivi ses menées d'espionnage, ses actes de subversion, ses complots. Il a envoyé des bandes armées dans notre pays et s'est montré encore plus agissant qu'avant 1948. Tout cela est établi par des faits. Et c'est là que la situation devient tragique : d'une part, le Parti du Travail d'Albanie devait se défendre contre les dures et incessantes attaques des révisionnistes yougoslaves; d'autre part, la position inébranlable de notre Parti, fondée sur les principes marxistes-léninistes, se heurtait à l'attitude conciliatrice adoptée à l'égard des révisionnistes yougoslaves par les dirigeants soviétiques et ceux de certains autres partis communistes et ouvriers.

On clamait et écrivait alors partout que «la Yougoslavie, est, de fait, un pays socialiste», que «les communistes yougoslaves ont une grande expérience et de grands mérites», que «l'expérience yougoslave est digne d'un grand intérêt et mérite une étude attentive», que «la période des querelles et des malentendus n'avait pas été suscitée par la Yougoslavie et que celle-ci avait été victime d'une grande injustice», etc. Bien entendu, ces attitudes encouragèrent la clique Tito, qui crut avoir totalement gagné la partie, à part l'«écharde» qui lui était restée dans la chair. Elle comptait bien nous isoler et finalement nous liquider. Or, non seulement elle échoua dans ce projet, mais, au contraire, le temps n'a fait que confirmer le bien-fondé des points de vue de notre Parti.

A cause de la position qu'il a adoptée, notre Parti a été l'objet de pressions multiples. La direction albanaise fut jugée «emportée», «entêtée» ; on l'accusa de «gonfler» l'importance de ses litiges avec la Yougoslavie, de «provoquer injustement les Yougoslaves», etc. Sur ce plan, notre Parti fut attaqué avant quiconque par le camarade Khrouchtchev.

J'ai rapidement évoqué plus haut les agissements des révisionnistes yougoslaves contre notre Parti et notre pays durant la guerre, au lendemain de la guerre et après 1948, mais je m'arrêterai aussi un peu sur la période qui a précédé la contre-révolution en Hongrie, laquelle est l'œuvre des agents yougoslaves. Le groupe de traîtres de Belgrade entreprit d'organiser aussi la contre-révolution en Albanie. Si notre Parti avait commis l'erreur d'entrer dans la «danse de la réconciliation» avec les révisionnistes yougoslaves, comme on le lui conseillait après 1955, la démocratie populaire en Albanie aurait été liquidée. Nous, Albanais, ne serions pas aujourd'hui dans cette salle, mais en train de combattre encore dans nos montagnes.

Notre Parti et notre peuple, unis comme les doigts de la main ; faisant preuve de la plus grande vigilance, découvrirent et démasquèrent les espions de Tito infiltrés dans notre Comité central, qui travaillaient en liaison avec la légation de Yougoslavie à Tirana. Tito fit savoir à ces traîtres qu'ils s'étaient trop hâtés et qu'ils devaient attendre des instructions. Ces espions et traîtres écrivirent aussi au camarade Khrouchtchev, lui demandant d'intervenir contre le Comité central du Parti du Travail d'Albanie. Ce sont là des faits établis. Le dessein de Tito était de coordonner la contre-révolution en Albanie avec la contre-révolution hongroise.

Quelque temps après le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, devait se tenir notre III^e Congrès. L'agence yougoslave jugea le moment venu de renverser la direction albanaise «obstinée et stalinienne». Elle organisa le complot qui fut découvert et écrasé lors de la Conférence du Parti de la ville de Tirana, en avril 1956. Les comploteurs reçurent le châtement sévère qu'ils méritaient.

D'autres agents dangereux de Tito en Albanie, Dali Ndreu et Liri Gega, reçurent de lui l'ordre de s'enfuir en Yougoslavie, car «ils étaient en péril» et les actions contre notre Parti «devaient être organisées à partir du territoire yougoslave». Le Parti avait pleinement connaissance des agissements de Tito, il fut donc informé de cet ordre secret. Il veillait et fit arrêter les traîtres sur la frontière, alors qu'ils tentaient de s'enfuir. Ils furent jugés et fusillés. L'agence yougoslave qui préparait la contre-révolution en Albanie fut découverte et complètement anéantie. Chose curieuse, le camarade Khrouchtchev se posa devant nous en défenseur de ces traîtres et agents yougoslaves. Il nous accusa d'avoir fait fusiller l'agent yougoslave Liri Gega «alors qu'elle était en état de grossesse, fait sans précédent même à l'époque des tsars et qui avait produit une très mauvaise impression sur l'opinion publique mondiale». C'étaient là des calomnies lancées par les Yougoslaves ; et le camarade Khrouchtchev avait plus confiance en eux qu'en nous. Bien entendu, nous avons rejeté ses accusations.

Mais dans son attitude inamicale, injuste et sans principes à l'égard de notre Parti et de sa direction, le camarade Khrouchtchev ne s'en tint pas là. Panajot Plaku, un autre agent yougoslave, traître au Parti du Travail d'Albanie et au peuple albanaise, s'enfuit en Yougoslavie et se mit au service des Yougoslaves. Il organisait les émissions hostiles de la radio dite «l'Albanie socialiste». Ce traître écrivit au renégat Tito et au camarade Khrouchtchev, demandant notamment à ce dernier d'user de son autorité pour éliminer la direction albanaise, Enver Hoxha en tête, parce qu'elle serait «anti-marxiste, stalinienne». Le camarade Khrouchtchev, loin de s'indigner de la lettre de ce traître, estimait au contraire que celui-ci devait pouvoir rentrer en Albanie sans y être inquiété. A défaut, il serait accueilli comme exilé politique en Union soviétique. En entendant ces propos, nous avons cru voir les murs du Kremlin s'écrouler sur nous ; nous n'aurions jamais pu imaginer que le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique en arriverait au point de soutenir les agents de Tito et les traîtres à notre Parti, contre notre Parti et notre peuple.

Mais nos divergences de principe avec le camarade Khrouchtchev sur la question yougoslave atteignirent leur point culminant au cours des entretiens officiels d'avril 1957 entre nos deux

délégations lorsque, devant notre insistance de principe à démasquer l'agence titiste de Belgrade, il s'"indigna au point de nous lancer avec colère : «Arrêtons là nos discussions, nous ne pouvons pas nous entendre avec vous. Vous cherchez à nous ramener sur la voie de Staline !»

Nous étions, pour notre part, scandalisés par une telle attitude inamicale : le camarade Khrouchtchev cherchait à rompre les conversations, en d'autres termes à envenimer ses rapports avec le Parti et l'Etat albanais sur la question des traîtres au marxisme-léninisme, du groupe Tito. Nous ne pouvions en aucune manière souscrire à cette attitude et pourtant, bien qu'accusés d'emportement, nous avions gardé notre sang-froid, car nous étions convaincus que c'était nous et non le camarade Khrouchtchev qui étions dans le vrai, que c'était la ligne que nous suivions et non pas celle du camarade Khrouchtchev qui était juste, et que le bien-fondé de notre ligne devait être démontré une fois de plus par la vie, comme il le fut effectivement.

Selon nous, la contre-révolution en Hongrie fut principalement l'œuvre des titistes. Les impérialistes américains avaient trouvé au premier chef en Tito et dans les renégats de Belgrade leurs meilleures armes pour saper la démocratie populaire en Hongrie.

Après le voyage du camarade Khrouchtchev à Belgrade, en 1955, la question de l'activité de sape de Tito fut négligée. La contre-révolution hongroise n'éclata pas comme un coup de tonnerre, elle fut préparée presque ouvertement et personne ne réussirait à nous convaincre qu'elle fut montée dans le secret. La contre-révolution fut préparée par les agents de la bande de Tito, en liaison avec le traître Imre Nagy et les fascistes hongrois, qui, tous ensemble, agissaient sans se cacher et sous la direction des Américains.

Les titistes, principaux auteurs de la contre-révolution hongroise, projetaient de détacher la Hongrie de notre camp socialiste, de la transformer en une seconde Yougoslavie, de l'associer à l'O.T.A.N. par l'intermédiaire de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Turquie, de l'assujettir à l'aide américaine et de lui faire poursuivre la lutte, de concert avec la Yougoslavie et sous la direction de l'impérialisme, contre le camp socialiste.

Les contre-révolutionnaires en Hongrie œuvraient au grand jour. Comment leurs agissements ne furent-ils remarqués par personne ? Nous ne pouvons concevoir que dans une démocratie populaire sœur comme la Hongrie, où le parti est au pouvoir, où il dispose des armes de la dictature du prolétariat et où sont stationnées des troupes soviétiques, Tito et les bandes horthystes aient pu agir aussi librement.

Nous estimons que les positions du camarade Khrouchtchev et des autres camarades soviétiques à l'égard de la Hongrie n'ont pas été claires. Leurs points de vue tout à fait erronés sur la bande de Belgrade les empêchaient de comprendre ce qui se passait.

Les camarades soviétiques avaient confiance en Imre Nagy, l'homme de Tito. Et ce que nous disons là n'est pas un propos en l'air. Avant que n'éclate la contre-révolution, quand la chaudière bouillait au cercle «Petöfi», j'étais de passage à Moscou et, au cours d'un entretien que j'eus avec le camarade Souslov, je lui fis part de ce que j'avais vu en passant par Budapest ; je lui dis aussi que le révisionniste Imre Nagy relevait la tête et qu'il organisait la contre-révolution au cercle «Petöfi». Le camarade Souslov rejeta catégoriquement mon point de vue et pour me prouver les bons sentiments d'Imre Nagy, il me sortit d'un tiroir «l'autocritique toute fraîche d'Imre Nagy». Néanmoins, je répétais au camarade Souslov qu'Imre Nagy était un traître.

Nous avons un autre sujet d'étonnement et nous posons cette question légitime : pourquoi le camarade Khrouchtchev et les camarades soviétiques sont-ils allés plusieurs fois à Brioni discuter avec le renégat Tito de l'affaire hongroise ? Du moment que les camarades soviétiques étaient informés que les titistes préparaient la contre-révolution dans un pays de notre camp, étaient-ils en droit d'aller

s'entretenir avec un ennemi qui fomenta des complots et des contre-révolutions dans les pays socialistes ?

Il est naturel que nous demandions au camarade Khrouchtchev et aux camarades soviétiques, en notre qualité de Parti communiste, d'Etat de démocratie populaire, de membre du Pacte de Varsovie et du camp socialiste, pourquoi ils ont jugé opportunes ces rencontres répétées à Brioni en 1956 avec Tito, avec ce traître au marxisme-léninisme et n'ont pas estimé utile de se réunir une seule fois avec les représentants de nos pays, ni d'organiser une seule réunion des pays membres du Pacte de Varsovie.

Nous estimons qu'une seule personne ne peut pas décider s'il convient ou non d'intervenir par les armes en Hongrie; du moment que nous avons mis sur pied le Pacte de Varsovie, nous devons prendre en commun les décisions qui nous concernent, sinon il est vain de parler d'alliance, de collégialité et de coopération entre les partis. La contre-révolution hongroise a coûté du sang à notre camp, elle a coûté du sang à la Hongrie et à l'Union soviétique.

Pourquoi a-t-on permis cette effusion de sang et n'a-t-on pas pris de mesures pour la prévenir ? Nous estimons qu'aucune mesure préalable ne pouvait être prise, dès lors que le camarade Khrouchtchev et les camarades soviétiques faisaient confiance à l'organisateur de la contre-révolution hongroise, au traître Tito, et qu'en même temps ils faisaient si bon marché des réunions régulières indispensables avec leurs amis, avec leurs alliés, qu'ils jugeaient seules justes leurs propres décisions sur des questions qui nous concernent tous, sans faire le moindre cas du travail collectif et des décisions collégiales.

Le Parti du Travail d'Albanie n'a pas une idée claire de la manière dont les choses se sont déroulées. Il ne sait pas au juste comment les décisions ont été prises dans cette affaire. En un temps où les titistes s'entretenaient à Brioni avec les camarades soviétiques, tout en organisant fébrilement la contre-révolution en Hongrie et en Albanie, ceux-ci ne se donnent même pas la peine de mettre notre direction au courant, ne fût-ce que de façon purement formelle, par égard pour les alliés que nous sommes, de ce qui se passe et des mesures qu'ils entendent prendre. Mais il ne s'agit pas là d'une question purement formelle. Les camarades soviétiques savent fort bien quels étaient les vues et les desseins de la bande de Belgrade à l'égard de l'Albanie. En fait, l'attitude des camarades soviétiques n'est pas seulement blâmable, elle est aussi incompréhensible.

L'affaire hongroise a été pour nous une précieuse leçon par ce qui s'y est passé, sur la scène comme dans les coulisses. Nous pensions que, après la contre-révolution hongroise, la trahison de Tito et de sa bande était plus qu'évidente. Or nous savons que de nombreux documents sont conservés dans les tiroirs et ne sont pas révélés, des documents qui démasquent l'activité barbare du groupe Tito dans l'affaire hongroise. Nous ne comprenons pas pourquoi l'on agit ainsi. Quels sont les intérêts que recèlent ces documents pour ne pas être rendus publics mais pour être conservés dans des classeurs ? On a recherché et découvert les moindres documents pour condamner après sa mort le camarade Staline et l'on cache au fond des classeurs les documents qui démasqueraient le vil traître qu'est Tito.

Toutefois, même après la contre-révolution hongroise, la lutte politique et idéologique contre la bande titiste, au lieu d'aller crescendo, comme le requiert le marxisme-léninisme, s'est éteinte peu à peu, elle a évolué vers la réconciliation, les sourires, les contacts, les amabilités, pour aboutir presque à des embrassades. En fait, grâce à cette attitude opportuniste observée à leur égard, les titistes ont réussi à tirer parfaitement leur épingle du jeu.

Le Parti du Travail d'Albanie était opposé à la ligne suivie par le camarade Khrouchtchev et les autres camarades à l'égard des révisionnistes yougoslaves. Notre Parti a poursuivi sa lutte contre les révisionnistes avec encore plus de force. Nombre d'amis et de camarades, et en premier lieu les soviétiques et les bulgares, incapables d'attaquer notre juste ligne, nous raillaient, avaient un sourire ironique à notre adresse et, dans leurs contacts amicaux avec les titistes, isolaient partout nos représentants.

Nous espérions qu'après le VII^e Congrès titiste, même les aveugles, sans parler des marxistes, verraient à qui ils avaient affaire et comment ils devaient agir. Par malheur, il n'en fut rien. Peu de temps après le VII^e Congrès titiste, la dénonciation du révisionnisme s'émoussa. Les revues théoriques soviétiques parlaient de toutes sortes de révisionnisme, même du révisionnisme à Honolulu, mais ne disaient que fort peu de chose du révisionnisme yougoslave. C'était chercher les traces du loup quand on l'a devant soi. On vit lancer les slogans : «Ne parlons plus de Tito et de son groupe, pour ne pas nourrir leur vanité», «Ne parlons plus de Tito et de son groupe, car nous faisons du tort au peuple yougoslave», «Ne parlons pas des renégats titistes, car Tito tire parti de nos propos pour mobiliser le peuple yougoslave contre notre camp», etc. Un bon nombre de partis firent leurs ces slogans, mais notre Parti ne les suivit pas dans cette voie et nous estimons avoir agi judicieusement.

Dans une telle situation, la presse des pays amis n'acceptait d'insérer des articles de collaborateurs albanais qu'à condition qu'il n'y fût pas fait mention des révisionnistes yougoslaves. Dans tous les pays de démocratie populaire européens, à l'exception de la Tchécoslovaquie, où les camarades tchécoslovaques jugèrent dans l'ensemble nos actions judicieuses [*Cette attitude ne fut observée qu'au début.*], nos ambassadeurs furent indirectement isolés, car les diplomates des pays amis préféraient converser avec les diplomates titistes; ils détestaient les nôtres et ne voulaient même pas les voir.

Les choses en arrivèrent au point que le camarade Khrouchtchev fit du silence sur la question yougoslave une condition de sa venue en Albanie, au mois de mai 1959, à la tête d'une délégation du Parti et du gouvernement soviétique. Les premiers mots du camarade Khrouchtchev, au début des entretiens à Tirana, furent pour avertir les assistants qu'il ne dirait rien contre les révisionnistes yougoslaves, ce que personne du reste ne l'obligeait à faire, mais cette déclaration signifiait clairement son désaccord avec le Parti du Travail d'Albanie sur cette affaire.

Nous respectâmes son désir, par courtoisie envers un ami, tant qu'il séjournait en Albanie. Nous n'avons pas tenu compte du fait que la presse titiste se réjouit sans mesure de cette attitude et ne manqua pas de dire que Khrouchtchev avait cloué le bec aux Albanais. En fait, cela ne correspondait pas exactement à la réalité, car le camarade Khrouchtchev était fort loin de nous avoir rallié à ses vues sur cette question, et les titistes apprirent clairement, après le départ de notre hôte, que le Parti du Travail d'Albanie n'était plus lié par les conditions que Khrouchtchev lui avait posées et qu'il poursuivait sa marche dans la voie marxiste-léniniste.

Dans ses entretiens avec Vukmanovic Tempo [*Dirigeant révisionniste yougoslave. Dès 1943, il avait accusé calomnieusement le C.C. du Parti communiste d'Albanie (aujourd'hui Parti du Travail d'Albanie), s'ingérant dans ses affaires intérieures.*], le camarade Khrouchtchev a, entre autres, jugé nos prises de position, quant au ton, similaires à celles des Yougoslaves et a désapprouvé le ton des Albanais. Nous jugeons erronés et répréhensibles les propos du camarade Khrouchtchev tenus à Vukmanovic Tempo, ennemi du marxisme, du camp socialiste et de l'Albanie. Nous disons que chacun doit être traité comme il le mérite et, pour notre part, nous ne sommes pas d'accord avec le ton conciliant du camarade Khrouchtchev à l'égard des révisionnistes. Notre peuple dit bien qu'on doit parler durement à ses ennemis et avoir les paroles les plus douces pour ceux qu'on aime.

Certains camarades, dont le jugement sur ce point est faussé, prétendent que nous observons cette attitude à l'égard des titistes parce que nous voudrions soi-disant porter le drapeau de la lutte contre le révisionnisme ou parce que nous avons une manière étroite, strictement nationale, de considérer ce problème. De ce fait, selon eux, nous nous serions engagés, sinon dans une voie «chauvine», tout au moins dans celle d'un «nationalisme étroit». Le Parti du Travail d'Albanie a jugé et juge la question du révisionnisme yougoslave en fonction des principes marxistes-léninistes, il l'a toujours regardé comme le principal danger pour le mouvement communiste international, comme un danger pour l'unité du camp socialiste, et il le combat en tant que tel.

Mais tout en étant internationalistes, nous n'en sommes pas moins des communistes d'un pays donné, de l'Albanie. Nous, communistes albanais, ne nous considérerions pas comme des communistes, si

nous ne défendons pas avec esprit de suite et détermination la liberté de notre chère patrie contre les complots et les attaques de subversion de la clique révisionniste de Tito, qui vise à conquérir l'Albanie. Tout le monde a désormais connaissance de ces plans. Nous est-il permis à nous, communistes albanais, de laisser notre pays devenir la proie de Tito, des Américains, des Grecs ou des Italiens ? Non, jamais !

D'autres nous conseillent de ne pas nous en prendre aux Yougoslaves. «Que craignez-vous ?, nous dit-on, vous avez la protection de l'Union soviétique.» Nous avons dit et répétons à ces camarades que nous ne craignons ni les trotskistes yougoslaves, ni personne au monde. Nous avons toujours dit, et nous le répétons, que nous sommes marxistes-léninistes et que nous continuerons, sans jamais fléchir, notre lutte contre les révisionnistes et les impérialistes, jusqu'à leur liquidation. Car pour être défendu par l'Union soviétique, il faut d'abord être capable de se défendre soi-même.

Les Yougoslaves nous accusent d'être «chauvins», de nous «ingérer dans leurs affaires intérieures et de rechercher une rectification des frontières avec la Yougoslavie». Nombre de nos amis pensent et laissent entendre que nous, communistes albanais, inclinons dans ce sens. Nous déclarons à ceux de nos amis qui ont cette opinion qu'ils se trompent lourdement. Nous ne sommes pas chauvins, nous n'avons demandé ni ne demandons aucune rectification de frontière. Mais ce que nous demandons et que nous demanderons constamment aux titistes, et à propos de quoi nous les démasquerons jusqu'au bout, c'est de mettre fin à leur crime de génocide contre la population albanaise de Kosove, à la terreur blanche contre les Albanais de Kosove, à l'expulsion des Albanais de leurs territoires et à leur envoi en masse en Turquie ; nous demandons que, conformément à la Constitution de la République populaire fédérative de Yougoslavie, la minorité albanaise en Yougoslavie se voie reconnaître ses droits. Cette attitude est-elle chauvine ou marxiste ?

C'est là notre position sur cette question. Mais si les titistes parlent de coexistence, de paix, de rapports de bon voisinage, et si, par ailleurs, ils organisent des complots, des troupes de mercenaires et de fascistes en Yougoslavie pour violer nos frontières et démembrer, de concert avec la Grèce monarcho-fasciste, notre Albanie socialiste, alors soyez certains que non seulement le peuple albanaise de l'Albanie nouvelle se dressera les armes à la main, mais qu'un million d'Albanais qui vivent sous la servitude de Tito se dresseront aussi, les armes à la main, pour arrêter la main du criminel. Il n'y a rien là que de marxiste, et telle est la riposte que s'attirerait toute agression. Le Parti du Travail d'Albanie ne permet à personne de jouer ou de faire de la politique avec les droits du peuple albanais.

Nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures d'autrui, mais lorsque l'atténuation de la lutte contre les révisionnistes yougoslaves aboutit à une situation telle que dans un pays ami comme la Bulgarie on publie une carte des Balkans où l'Albanie est englobée dans les frontières de la Yougoslavie fédérative, nous ne pouvons nous taire. Ce fait, nous dit-on, est imputable à une erreur technique d'un employé, mais comment se fait-il que rien de semblable ne se soit produit auparavant ?

Ce n'est d'ailleurs pas là un cas isolé. A un meeting, à Sremska Mitrovica, le bandit Rankovic s'en est pris comme d'habitude à l'Albanie, la qualifiant «d'enfer, où règnent les barbelés et les bottes des gardes-frontières», et il a même prétendu que la démocratie des néo-fascistes italiens est plus avancée que la nôtre.

Les propos de Rankovic ne seraient d'aucune importance pour nous, s'ils n'avaient pas été écoutés avec la plus grande sérénité et sans la moindre protestation par l'ambassadeur soviétique et l'ambassadeur bulgare à Belgrade, qui assistaient à ce meeting. Nous avons, pour notre part, protesté amicalement contre cette attitude auprès des comités centraux du Parti communiste de l'Union soviétique et du Parti communiste bulgare.

Todor Jivkov, dans sa lettre de réponse adressée au Comité central du Parti du Travail d'Albanie, a eu le front de rejeter notre protestation et de définir le discours du bandit Rankovic comme positif. Nous n'aurions jamais pu imaginer que le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste bulgare

qualifierait de positif le discours d'un bandit comme Rankovic et ses graves insultes dirigées contre l'Albanie socialiste, qu'il décrit comme un enfer. Non seulement nous rejetons avec mépris cet outrage intolérable qui nous est fait par le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste bulgare, mais nous sommes pleinement convaincus que le Parti communiste et l'héroïque peuple bulgares eux-mêmes se révolteraient à l'extrême s'ils apprenaient la vérité. Si nous permettons que de si graves fautes soient commises par les uns envers les autres, les choses n'iront pas bien.

Nous ne pouvons en aucune façon être d'accord avec le camarade Khrouchtchev, et nous avons protesté auprès de lui en temps utile à ce sujet, sur les entretiens qu'il a eus avec Sophocle Vénizélos à propos de la minorité grecque d'Albanie. Le camarade Khrouchtchev sait bien que les frontières de l'Albanie sont inviolables et sacrées, que quiconque les touche est un agresseur. Le peuple albanais versera son sang si l'on touche à ses frontières. Le camarade Khrouchtchev a commis une grave erreur, en disant à Vénizélos qu'il avait vu à Korçe des Grecs et des Albanais travaillant côte à côte comme des frères. Il n'existe pas à Korçe la moindre minorité grecque. En revanche, ce qui existe chez les Grecs, ce sont leurs convoitises séculaires sur la région de Korçe, comme sur toute l'Albanie. Il y a une toute petite minorité grecque à Gjirokaster. Le camarade Khrouchtchev sait bien qu'il est reconnu à cette minorité tous les droits, y compris l'usage de sa langue maternelle. Elle a ses écoles. En fait, ses membres jouissent exactement des mêmes droits que tous les autres citoyens albanais.

Tout le monde connaît les revendications des Grecs et notamment celles que formule Sophocle Vénizélos, le fils d'Eleutherios Vénizélos, l'assassin des Albanais, l'incendiaire des régions albanaises du Sud, le chauvin grec le plus enragé et le père de la «mégali idhea» grecque, le fauteur du démembrement de l'Albanie et de son annexion sous le couvert du slogan de l'autonomie. Le camarade Khrouchtchev connaît bien l'attitude du Parti du Travail, du gouvernement et du peuple albanais sur cette question. Dans ces conditions, ne pas donner la réponse qu'il mérite à un agent anglais, laisser des espérances et des illusions à ce chauvin, cet ennemi du communisme et de l'Albanie, et lui dire qu'on transmettra ses vœux aux camarades albanais, cela, pour nous, est inadmissible et blâmable.

Nous avons donné, camarade Khrouchtchev, notre réponse à Sophocle Vénizélos, et nous pensons que vous en aurez pris connaissance par la presse. Nous n'avons aucune objection à ce que vous fassiez votre politique avec Sophocle Vénizélos, mais à condition que vous ne la fassiez pas en jouant avec nos frontières et avec nos droits. Nous ne l'avons jamais permis et nous ne le permettrons jamais à personne. Et en cela nous ne sommes pas nationalistes, mais internationalistes.

Quelqu'un pourra considérer mes propos comme déplacés, comme des déclarations qui ne sont pas à la hauteur d'une telle réunion. Il ne me serait pas difficile de composer un discours au ton prétendu théorique, d'aligner des phrases et des citations de caractère général, de vous présenter un rapport général, de vous faire plaisir et de passer mon tour. Mais le Parti du Travail d'Albanie estime que ce n'est pas le cas d'agir ainsi. Quelqu'un pensera peut-être que mes propos constituent des attaques, mais ce sont là des critiques qui ont été faites par la voie normale, qui ont déjà été formulées en lieu et en temps voulus, conformément aux normes léninistes. Et devant les erreurs qui s'aggravent, ce serait une faute que de se taire, car les prises de position, les actes, la pratique, confirment, enrichissent et créent la théorie.

Comme on eut tôt fait d'organiser la Conférence de Bucarest et de blâmer le Parti communiste chinois pour son «dogmatisme» ! Pourquoi n'a-t-on pas aussi organisé rapidement une conférence pour dénoncer le révisionnisme ?

Le révisionnisme serait-il totalement démasqué comme le prétendent les camarades soviétiques ? Aucunement. Le révisionnisme a été et continue d'être le principal danger. Le révisionnisme yougoslave n'est pas liquidé et, par la manière dont on se comporte à son égard, on lui laisse un vaste champ d'action sous toutes les formes.

Et dans les autres partis n'y aurait-il aucun signe inquiétant de révisionnisme moderne ? Qui le nie ne fait que fermer les yeux devant ce péril. Il risque un beau matin d'avoir de mauvaises surprises. Nous sommes marxistes. Il nous faut analyser notre travail comme nous l'enseignait Lénine et comme il le faisait lui-même en pratique. Il ne redoutait pas les erreurs. Il les regardait en face et les corrigeait. C'est ainsi que s'est forgé le Parti bolchevik, c'est ainsi que se sont forgés nos partis également.

Que se passe-t-il au sein de nos partis ? Que se passe-t-il dans notre camp depuis le XX^e Congrès ? Le camarade Souslov peut être très optimiste à cet égard. Cet optimisme, il l'a manifesté à la commission réunie au mois d'octobre dernier, quand il accusait le camarade Hysni Kapo, délégué du Parti du Travail d'Albanie, d'entretenir une vision pessimiste des événements. Nous, communistes albanais, n'avons pas été pessimistes même quand notre Parti et notre peuple traversaient les heures les plus sombres de leur histoire et nous ne le deviendrons jamais. Nous entendons rester toujours réalistes.

On parle beaucoup de notre unité. Elle est indispensable et nous devons tout mettre en œuvre pour la renforcer, pour la cimenter. Mais, en fait, sur beaucoup d'importantes questions de principe, cette unité n'existe pas.

Le Parti du Travail d'Albanie estime que les choses doivent être revues à la lumière d'une analyse marxiste-léniniste et que les erreurs doivent être corrigées. Prenons la question de la critique dirigée contre Staline et son œuvre. Notre Parti, en tant que parti marxiste-léniniste, est pleinement conscient que le culte de la personnalité est une manifestation étrangère au socialisme et néfaste pour nos partis et pour le mouvement communiste lui-même. Les partis marxistes ne doivent pas se borner à empêcher le développement du culte de la personnalité, parce qu'il freine l'activité des masses, nie leur rôle et s'oppose au développement de la vie même du parti et des lois qui la régissent. Ils doivent aussi lutter de toutes leurs forces pour extirper ce culte, dès qu'il commence à se manifester ou lorsqu'il est déjà apparu dans un pays. Dans cette optique, nous sommes pleinement d'accord sur le fait qu'il fallait critiquer le culte de la personnalité de Staline comme une manifestation néfaste dans la vie du Parti. A notre avis, le XX^e Congrès — et en particulier le rapport «secret» du camarade Khrouchtchev, — n'a pas posé la question du camarade Staline de façon correcte et objective, dans un esprit marxiste-léniniste.

A cet égard, Staline a été gravement et injustement condamné par le camarade Khrouchtchev et le XX^e Congrès. Le camarade Staline et son activité n'appartiennent pas seulement au Parti communiste de l'Union soviétique et au peuple soviétique, mais à nous tous. De même que le camarade Khrouchtchev a précisé à Bucarest que les divergences actuelles n'opposent pas le Parti communiste de l'Union soviétique et le Parti communiste chinois, mais le Parti communiste chinois et le communisme international, de même qu'il se complaît à dire que les décisions du XX^e et du XXI^e Congrès ont été adoptées par tous les partis communistes et ouvriers du monde, de même il aurait dû, montrant sa largeur de vues dans le même sens, faire juger les actes de Staline, en toute conscience, par les partis communistes et ouvriers du monde entier.

Il ne peut y avoir deux poids et deux mesures en ces questions. Alors pourquoi le camarade Staline a-t-il été condamné au XX^e Congrès sans que les autres partis communistes et ouvriers du monde entier aient été préalablement consultés ? Comment se fait-il que «l'anathème» ait été soudainement jeté sur Staline devant les partis communistes et ouvriers du monde entier et que bien des partis frères n'aient appris cette dénonciation que lorsque les impérialistes eurent donné la plus large diffusion au rapport «secret» du camarade Khrouchtchev ?

Le monde communiste et le monde progressiste se virent imposer par le camarade Khrouchtchev la condamnation du camarade Staline. Que pouvaient bien faire nos partis dans ces conditions, quand, subitement, usant de la grande autorité de l'Union soviétique, on leur imposait ainsi, en bloc, une pareille question ?

Le Parti du Travail d'Albanie se trouva devant un grand dilemme. Il n'était pas, comme il ne le sera du reste jamais, persuadé du bien-fondé de la condamnation du camarade Staline, de la méthode et des formes utilisées par le camarade Khrouchtchev. Mais si notre Parti souscrivit globalement aux formulations du XX^e Congrès sur cette question, il ne s'en tint pas strictement aux limitations fixées par ce congrès, il ne s'inclina pas devant les menées de chantage et d'intimidation dirigées du dehors contre notre pays.

Sur la question de Staline, le Parti du Travail d'Albanie se montrait réaliste, il se montrait juste et reconnaissant à l'égard de ce glorieux marxiste, que, de son vivant, personne de nous n'eut la «bravoure» de critiquer et qu'on couvre de boue après sa mort. Il s'est ainsi créé une situation intolérable, où l'on voit nier le rôle dirigeant de Staline dans toute une époque glorieuse de l'histoire de l'Union soviétique, la glorieuse époque qui vit bâtir le premier Etat socialiste au monde, qui vit l'Union soviétique se renforcer, venir victorieusement à bout des complots impérialistes, écraser les trotskistes, les boukhariniens, les koulaks en tant que classe, mettre triomphalement sur pied son industrie lourde et collectiviser son agriculture ; bref, la période où l'Union soviétique devint une puissance colossale, édifia avec succès le socialisme et, durant la Seconde Guerre mondiale, se battit avec un héroïsme légendaire, écrasa le fascisme, et où fut créé le puissant camp socialiste, etc.

Le Parti du Travail d'Albanie estime qu'il n'est ni juste, ni naturel, ni marxiste, que, de toute cette époque, soient effacés le nom et la grande œuvre de Staline, comme ils le sont à présent. L'œuvre féconde et immortelle de Staline, il nous incombe à nous tous de la sauvegarder ; qui ne la défend pas est un opportuniste et un lâche.

Le camarade Staline, par son rôle personnel et en tant que dirigeant du Parti communiste bolchevik, fut également le guide le plus éminent du communisme international après la mort de Lénine ; il exerça une influence très positive, avec une grande autorité, sur la consolidation et le développement des conquêtes du communisme dans le monde entier. Toutes les œuvres théoriques du camarade Staline sont un ardent témoignage de sa fidélité à son maître génial, le grand Lénine, et au léninisme.

Staline lutta pour les droits de la classe ouvrière et des travailleurs dans le monde entier, il lutta avec un grand esprit de suite jusqu'au bout pour la liberté des peuples de nos pays de démocratie populaire.

Ne fût-ce que sous ces aspects, Staline appartient au monde communiste tout entier et pas seulement aux communistes soviétiques, il appartient à tous les travailleurs du monde et pas seulement aux travailleurs soviétiques.

Si le camarade Khrouchtchev et les camarades soviétiques avaient regardé cette question dans cet esprit, les grandes erreurs commises auraient été évitées. Mais ils ont considéré la question de Staline superficiellement, uniquement du point de vue intérieur de l'Union soviétique. De l'avis du Parti du Travail d'Albanie, ils ont, même dans cette perspective, jugé la question de Staline sous un seul de ses aspects, ils n'ont vu que ses erreurs, ont presque totalement ignoré son immense activité, sa grande contribution au renforcement de l'Union soviétique, à la consolidation du Parti communiste de l'Union soviétique, à la mise sur pied de l'économie, de l'industrie soviétiques, de l'agriculture kolkhozienne, à la conduite du peuple soviétique dans la grande lutte victorieuse contre le fascisme allemand.

Staline a-t-il commis des erreurs ? Il était inévitable qu'une si longue période, remplie d'actes héroïques, de combats, de victoires, comportât aussi des erreurs, non seulement celles de Joseph Staline personnellement, mais aussi celles de la direction en tant qu'organe collectif. Est-il un parti ou un dirigeant qui estime avoir été infailible dans son travail ? Lorsque des critiques sont soulevées à l'égard de la direction soviétique actuelle, les camarades soviétiques nous conseillent de regarder en avant, de ne pas revenir sur le passé et de mettre un terme à la polémique, mais lorsqu'il s'agit de Staline, non seulement ils ne regardent pas en avant, mais ils reviennent en arrière, pour ne fouiller que dans les faiblesses de l'œuvre de Staline.

Le culte de la personnalité de Staline devait, certes, être surmonté. Mais peut-on dire, comme on l'a dit, que Staline était lui-même l'artisan de ce culte ? Le culte de la personnalité doit assurément être réprouvé, mais pour cela était-il nécessaire et juste que quiconque mentionne le nom de Staline soit immédiatement montré du doigt, que quiconque cite Staline soit regardé de travers ? Certains firent assaut de zèle pour briser les statues de Staline et changer le nom des villes qui portaient le sien. A Bucarest, le camarade Khrouchtchev dit aux camarades chinois : «Vous vous accrochez à un cheval mort». «Si vous en avez envie, vous pouvez même venir prendre ses restes». Et ces propos étaient tenus à l'adresse de Staline. Est-il besoin d'en dire plus long ?

Le Parti du Travail d'Albanie déclare solennellement qu'il est opposé à ces actes et à ces jugements sur l'œuvre et la personne de Joseph Staline.

Mais pourquoi, camarades soviétiques, ces questions ont-elles été posées de cette manière et sous ces formes faussées, alors qu'il était possible de montrer dans la juste voie les erreurs de Staline et celles de la direction, de les corriger sans susciter pour autant un tel choc au cœur des communistes du monde entier, que seuls leur sens de la discipline et l'autorité de l'Union soviétique retinrent d'élever vigoureusement leur voix ?

Le camarade Mikoyan nous a dit que nous n'osions pas critiquer le camarade Staline de son vivant, car il nous aurait supprimés. Nous sommes certains que le camarade Khrouchtchev ne nous fera rien de tel si nous lui adressons de justes critiques.

Le XX^e Congrès fut suivi d'une série de faits importants. Ce furent d'abord les événements que l'on sait en Pologne, puis la contre-révolution en Hongrie, ensuite le système soviétique commença à être mis en cause, de nombreux partis communistes et ouvriers furent en proie au désarroi, et finalement voici cette dernière secousse.

Nous demandons qu'on éclairasse pourquoi ces choses-là se sont produites au sein du mouvement communiste international, au sein de notre camp après le XX^e Congrès. Serait-ce parce que la direction du Parti du Travail d'Albanie est soi-disant sectaire, dogmatique et pessimiste ?

Un tel état de choses doit nous préoccuper à l'extrême ; nous devons déceler l'origine de la maladie et la guérir. Assurément, on ne peut la guérir ni en tapotant l'épaule du renégat Tito, ni en affirmant dans la déclaration que le révisionnisme moderne est définitivement liquidé, comme le prétendent les camarades soviétiques.

L'autorité du léninisme a été et demeure déterminante. Elle doit être instaurée de manière à balayer radicalement partout toutes les conceptions erronées. Pour les communistes, il n'est pas d'autre voie. Si l'on doit parler juste, dire les choses telles qu'elles sont, il faut le faire dès à présent, tant qu'il n'est pas trop tard, à cette conférence même. A notre sens, les communistes doivent avoir la conscience nette, renforcer leur unité marxiste, mais sans nourrir au fond de leur cœur ni réserves, ni préférences malsaines, ni rancunes. Un communiste doit dire ouvertement ce qu'il a sur le cœur et les questions doivent être correctement jugées.

Il se peut que la position de notre petit Parti ne soit pas du goût de certains, il se peut que notre petit Parti soit isolé, que des pressions économiques soient exercées sur notre pays pour tenter de démontrer à notre peuple l'incapacité de ceux qui le guident. Il se peut que notre Parti soit l'objet d'attaques. Et il l'est en fait. Mihaïl Souslov compare en effet le Parti du Travail d'Albanie aux partis bourgeois et ses dirigeants à Kerenski. Voilà qui ne nous effraye pas. Nous sommes habitués à de telles attitudes à notre égard. Rankovic n'a rien dit de plus sur le Parti du Travail d'Albanie. Tito nous a traités de Gœbbels. Nous n'en demeurons pas moins des léninistes. Ce sont eux qui sont des trotskistes, des traîtres, des valets, des agents de l'impérialisme.

Je tiens à souligner que le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais ont prouvé par leurs actes à quel point ils sont attachés à l'Union soviétique et au Parti communiste de l'Union soviétique, à quel point ils les respectent, et lorsque le Parti du Travail d'Albanie critique les actions erronées de certains dirigeants soviétiques, cela ne signifie pas qu'il y ait quelque chose de changé dans nos vues et notre attitude. Nous, Albanais, avons le courage marxiste de critiquer ces camarades avec une rigueur marxiste, nous leur disons amicalement et en toute franchise ce que nous pensons, car nous n'avons jamais été hypocrites et nous ne le serons jamais.

Le Parti communiste de l'Union soviétique nous conservera son amitié, en dépit de notre sévérité et même si nous nous trompons. Quoi qu'il en soit, il est une chose dont le Parti communiste de l'Union soviétique et les partis communistes et ouvriers du monde ne nous blâmeront pas, c'est notre franchise. Nous ne disons pas de mal des gens derrière leur dos et nous n'avons pas cent drapeaux.

J'aimerais, pour finir, dire quelques mots du projet de déclaration qui nous a été présenté par la commission de rédaction. Notre délégation a pris connaissance de ce projet et l'a étudié attentivement. Le nouveau document qui nous est soumis comporte pas mal de modifications par rapport au premier texte proposé par la délégation de l'Union soviétique et qui a servi de base au travail de la commission de rédaction. Avec les amendements qui lui ont été apportés, le nouveau projet est sensiblement amélioré, nombre d'idées importantes y sont soulignées avec plus de force, bien des thèses y sont formulées plus correctement, presque toutes les allusions au Parti communiste chinois y sont supprimées.

La délégation de notre Parti a fait, à la commission de rédaction, maintes observations, dont il a été partiellement tenu compte. Notre délégation, quoique n'étant pas d'accord sur le maintien de certains points importants et de principe tels qu'ils sont formulés dans le projet, a consenti que ce document soit présenté à cette réunion, en se réservant le droit d'exprimer son opinion une nouvelle fois sur tous les points qu'elle n'approuvait pas. Avant tout, nous estimons qu'il convient de régler, d'une manière qui soit acceptable pour tous, les cinq questions sur lesquelles l'accord n'a pas été fait, afin qu'il soit publié un document approuvé à l'unanimité.

Nous jugeons nécessaire que la déclaration fasse nettement ressortir l'idée de Lénine, exprimée ces temps derniers par le camarade Maurice Thorez ainsi que par le camarade Souslov dans son discours à la réunion de la commission de rédaction, selon laquelle le danger de guerre ne sera définitivement conjuré que lorsque le socialisme l'aura emporté dans le monde entier, ou du moins dans un certain nombre de grands pays impérialistes. De même, il convient de supprimer de la déclaration le paragraphe qui fait mention de l'activité fractionnelle et de l'esprit de cercle au sein du mouvement communiste international. Comme nous l'avons expliqué à la réunion de la commission, cela ne sert pas l'unité, mais au contraire la dessert. Nous sommes également d'avis qu'il convient de supprimer les passages faisant état de l'élimination des conséquences néfastes du culte de la personnalité, ou d'y ajouter les mots «qui se manifestait dans plusieurs partis», ce qui correspond mieux à la réalité.

Je ne veux pas trop occuper le temps de la conférence avec ces questions et les autres observations que nous avons à faire sur le projet de déclaration. Notre délégation présentera ses observations concrètes lorsque sera examiné le projet même de déclaration.

Il serait très salutaire qu'à cette conférence nous regardions nos erreurs courageusement en face et que nous pansions nos blessures partout où elles apparaissent, car elles risquent de s'envenimer et de devenir dangereuses. Nous ne nous considérons pas comme offensés des critiques que nous font les camarades, quand celles-ci sont justes et fondées sur des faits, mais nous n'admettrons jamais d'être traités gratuitement de «dogmatiques», de «sectaires», de «nationalistes étroits», pour la seule raison que nous luttons opiniâtement contre le révisionnisme moderne et en particulier contre le révisionnisme yougoslave. Si quelqu'un considère notre lutte contre le révisionnisme comme du dogmatisme ou du sectarisme, nous lui conseillerons d'ôter ses lunettes révisionnistes pour voir plus clair.

Le Parti du Travail d'Albanie estime que cette conférence restera dans l'histoire, qu'elle se rangera dans la tradition des réunions et conférences léninistes organisées par le Parti bolchevik pour dénoncer et extirper les points de vue erronés, renforcer et cimenter, sur la base du marxisme-léninisme, l'unité de notre mouvement communiste et ouvrier international. Notre Parti du Travail luttera résolument dans l'avenir également pour souder notre unité, nos liens fraternels, et renforcer l'action commune des partis communistes et ouvriers, car c'est dans cette unité et dans cette action commune que se trouve, pour la cause de la paix et du socialisme, la garantie de la victoire...

Œuvres, t. 19

LA LUTTE DE PRINCIPE ET CONSEQUENTE CONTRE L'IMPERIALISME ET LE REVISIONNISME A ETE ET DEMEURE LA VOIE DE NOTRE PARTI

Discours de clôture au XXI^e plénum du C.C. du P.T.A.

[A ce plénum le camarade Enver Hoxha a présenté le rapport «Sur la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers réunie à Moscou en novembre 1960». Le plénum a approuvé entièrement et unanimement l'activité de la délégation du C.C. du P.T.A. à cette conférence.]

20 décembre 1960

Je m'efforcerai d'être bref, car les interventions des camarades du plénum sur ce problème si important et si décisif pour la défense du marxisme-léninisme et de la ligne de notre Parti ont été à la hauteur requise et ont parfaitement complété le rapport présenté au plénum au nom du Bureau politique du Comité central.

Je tiens tout d'abord à souligner que le mérite de notre prise de position à Moscou, où nous avons exposé la ligne de notre Parti, ne me revient pas à moi personnellement ni à notre seule délégation ; il revient à notre Parti tout entier et particulièrement à sa direction, à son Comité central. Celui-ci a constamment conduit le Parti dans la juste voie, il a toujours su analyser les situations à travers le prisme du marxisme-léninisme, il est toujours resté fidèle à notre glorieuse théorie, il a exécuté scrupuleusement toutes les justes décisions qui ont été prises et a su aussi les communiquer comme il se doit au Parti et l'armer puissamment. C'est pour ces raisons que la ligne générale de notre Parti a connu de grands succès. Sachons donc bien que ce mérite revient au Comité central et à notre héroïque Parti dans son ensemble.

Les révisionnistes peuvent bien penser et dire que si notre Parti apprenait l'attitude de notre délégation à la Conférence internationale de Moscou, il ne supporterait plus son Comité central. Mais aucun de nous ne doute le moins du monde de l'unité d'acier de notre direction, de l'unité d'acier de notre Parti autour de son Comité central et du Bureau politique. Cette unité constitue la grande force de notre Parti et elle lui a permis de contribuer à la défense du marxisme-léninisme, y compris à l'échelle internationale. Bien entendu, nous n'avons fait par là qu'accomplir notre devoir de parti marxiste, d'internationalistes. Avec cette juste conception du devoir qui caractérise notre Parti, nous sommes sûrs et certains qu'unis comme un seul homme nous emploierons toutes nos forces à appliquer scrupuleusement le marxisme-léninisme jusqu'au bout, sans hésitation et en toute circonstance.

Comme les camarades l'ont indiqué, nous avons devant nous une lutte difficile et de grande envergure. Nous sommes tous conscients du combat qui nous attend, mais il ne nous effraye pas. Et nous ne disons pas cela pour nous donner du courage à bon compte, mais parce que toute la vie de notre Parti en témoigne, et en particulier les récents événements. Pour défendre sa juste ligne, c'est-à-dire le